

Registre des délibérations - décisions

TOME IV

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 07 octobre 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 07 novembre 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la communauté d'agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures marchés publics

Max LEVITA rapporte :

Conformément au Code des marchés publics, notamment son article 56, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser des offres communiquées par voie électronique, pour les procédures marchés publics supérieures à 90 000 € HT.

La Communauté d'Agglomération propose à ses communes membres depuis plusieurs années une solution mutualisée de dématérialisation des procédures dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La convention proposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier maintient une solution de type « portail » dématérialisé permettant aux communes membres de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites, et prévoit les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier
Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme de dématérialisation.
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12)

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de cette gestion de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de Montpellier s'élève à 3 726,30 € HT par an.

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de Montpellier ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

Par délibération en date du 25 mars 2013, le conseil municipal a approuvé la signature de cette convention.

Cependant, suite à une erreur matérielle dans le projet de convention, il y a lieu de rectifier l'élément suivant :

- La convention entrera en vigueur à compter de sa notification et ce jusqu'au 31 décembre 2015 et non au 30 décembre 2016.

Compte tenu de ces développements, il est proposé au Conseil Municipal :

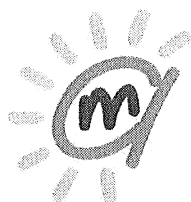
- d'approuver le projet de convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures des marchés publics jointe à la présente.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention telle qu'annexée. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013



Montpellier
Agglomération

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNE DE MONTPELLIER
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER
POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE
MARCHES PUBLICS

Entre les soussignés :

La ville de MONTPELLIER,

représentée par son Maire, Mme Hélène MANDROUX habilitée à l'effet de la présente par délibération du Conseil Municipal en date du

et

d'une part,

La Communauté d'Agglomération de Montpellier,

représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, habilité à l'effet de la présente par délibération n°11458 du Conseil de Communauté en date du 21 mars 2013,

d'autre part.

Préambule

Conformément à l'article 56 du code des marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics se déroule conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération a souhaité développer une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses collectivités membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 1^{er} : Description de la plateforme de dématérialisation.

La Communauté d'Agglomération en association avec l'ensemble des communes et CCAS partenaires a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées.

Dans le cadre de ce portail, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

Dans le cadre de la présente convention, la commune de MONTPELLIER, à l'instar des autres partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

Cette solution de type « portail » permet l'accès aux procédures dématérialisées des principaux maîtres d'ouvrages de la Communauté d'Agglomération tout en permettant aux collectivités partenaires de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions dématérialisées qu'il regroupe est mis en œuvre sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la commune de MONTPELLIER, la solution de dématérialisation mutualisée concerne tous les marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

Article 2 : Prestations assurées par la Communauté d'Agglomération

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation.
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de MONTPELLIER.
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de MONTPELLIER. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme de dématérialisation.
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12). Toutes les offres à l'état « à archiver * » seront copiées sur CD ou DVD et seront supprimées de la plateforme de dématérialisation. Les CD ou DVD seront transmis à chacune des communes, lesquelles seront responsables de leurs archives.

* Chaque offre terminée devra faire l'objet de la part du responsable des marchés publics de la commune de MONTPELLIER d'un changement de statut, et celui-ci deviendra « A archiver ». Si pour différentes raisons, l'offre à l'état « terminée » n'a pas évolué à l'état « A archiver » six mois après, alors ce statut sera fixé de façon automatique.

Article 3 : Durée de la présente convention de mise à disposition

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune de MONTPELLIER jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 4 : Coût

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de MONTPELLIER s'élève à 3726.30 € HT par an selon la formule suivante :

population de la Commune x coût du logiciel de dématérialisation (*)

population totale des Communes membres

(*) = 5 830,86 €

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de MONTPELLIER ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

Le montant sera versé d'un commun accord entre la Commune, la Communauté d'Agglomération et le receveur de la Communauté d'agglomération sur la base d'un

échancier de paiement, après émission d'un titre de recettes par la Communauté d'Agglomération correspondant au montant défini à l'article 4, éventuellement révisé.
Ce titre sera émis au plus tard 3 mois après la date anniversaire de la présente convention.

Article 5 : Révision du prix

Le coût de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera révisé à chaque date anniversaire de la convention sur la base de la formule suivante :

$$C' = C (0,15 + 0,85 \text{ Ing/Ing0})$$

C' = coût révisé

C = coût initial

Ing = indice ingénierie à la date anniversaire de la convention

Ing0 = Indice ingénierie au mois de mars 2013.

Article 6 : Respect de la loi Informatique et Libertés – Droit de propriété intellectuelle

En conformité avec les dispositions de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement automatisé des données nominatives réalisées à partir de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics fera l'objet de la part des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL). Cette déclaration sera transmise à chacune des communes prestataires.

Les utilisateurs de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics sont tenus de respecter les dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dont le non respect est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives, de toute collecte, de toute utilisation détournée.

Article 7 : Limitation de responsabilités

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ne peut être tenue pour responsable d'une mauvaise utilisation de la plateforme de dématérialisation par une commune partenaire, ainsi que de toute interruption temporaire du service, incidents techniques ou en cas de force majeure.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ne peut également être tenue pour responsable des dommages directs, indirects, matériels ou immatériels résultant du dysfonctionnement de la plateforme de dématérialisation.

Article 8 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à chaque date anniversaire. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre partie au moins 3 mois avant la date anniversaire de la convention. Dans ce cas, la partie à l'initiative de la résiliation

devra verser un dédommagement égal à 50 % du coût annuel visé à l'article 4 pour chaque année ayant fait l'objet de la résiliation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve la possibilité de résilier la présente convention, sans indemnité, en cas de non paiement du montant visé à l'article 4 après 3 mises en demeure avec accusé de réception restées sans effet.

Fait à MONTPELLIER

Le

Le Maire de MONTPELLIER

Hélène MANDROUX

Fait à Montpellier

Le

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier**

Jean-Pierre MOURE

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification du tarif abonnement résidents pour le stationnement en voirie des zones orange et jaune

Max LEVITA rapporte :

Le Plan Local de Déplacements, qui s'intègre dans le Plan de Déplacements Urbains de l'Agglomération, a été élaboré en concertation avec les habitants, permettant ainsi de repenser nos déplacements en fixant des objectifs clairs :

- partager de manière plus équilibrée l'espace public entre piétons, vélos, transports publics et voitures ;
- redéfinir les accès au centre-ville pour que celui-ci conforte son dynamisme commerçant en écartant le trafic de transit ;
- rendre plus lisibles et simples à utiliser les axes urbains, y compris pour les visiteurs ;
- développer une éco-mobilité profitable à l'environnement ;
- apaiser la circulation pour une ville plus sûre et plus sereine ;
- mieux partager la voirie entre les différents modes de déplacements ;
- adapter le stationnement aux besoins

Le Plan Local de Déplacements se décline ainsi en trois volets :

- le Plan de circulations qui prend en compte tous les modes de déplacements afin que tramway, bus, voitures, deux roues et piétons se partagent l'espace public
- un volet sécurité dans les déplacements dont le principal objectif est de réduire les vitesses et de garantir la plus grande sécurité aux modes de déplacements les plus
- le stationnement qui est un levier essentiel de toute politique de déplacements et qui doit être adapté aux besoins des usagers

Ce projet, mené par la Mairie de Montpellier depuis 2010, constitue une démarche partagée, concertée et co-productive avec les associations et les habitants des quartiers.

Après avoir réalisé les premières modifications de son plan de circulation, la Ville a engagé le printemps dernier une nouvelle concertation portant sur une nouvelle politique de stationnement, en cohérence avec la politique de déplacements mise progressivement en place.

Cette nouvelle politique de stationnement a pour objectifs :

- de favoriser le stationnement de longue durée des résidents du centre-ville pour qu'ils privilégient notamment pour leurs déplacements domicile-travail les transports alternatifs à la voiture individuelle
- d'accueillir les visiteurs et les chalands, indispensables à l'activité commerciale et culturelle du centre-ville piéton
- de dissuader les usagers dits « pendulaires » de venir quotidiennement et aux heures de pointe en voiture, les incitant à l'usage des transports collectifs et des parkings tramway situés en périphérie
- de faciliter les modalités de paiement aux utilisateurs du stationnement de surface.

Parmi les mesures devant être mises en œuvre pour atteindre les objectifs fixés, la concertation a permis de trouver consensus sur les tarifs du stationnement des résidents abonnés sur la voirie dans les zones jaune et orange. Les tarifs proposés permettent à la Ville de Montpellier d'offrir à ses résidents abonnés les tarifs parmi les moins élevés des grandes villes françaises.

Aujourd'hui, le coût du stationnement dans ces deux zones pour un résident abonné est :

- pour un mois : 25€ par voiture
- pour 15 jours : 12,50€ par voiture
- pour 6 jours : 7,80€ par voiture
- pour 1 jour : 1,30€ par voiture
- pour 5h : 0,70€
- pour 4h : 0,60€

Ces tarifs sont applicables pour un maximum de deux voitures par ménage

Il est proposé, à partir du 1^{er} janvier 2014, de mettre en place la tarification suivante :

- pour un mois : 15€ par voiture
- pour 15 jours : 7,50€ par voiture
- pour 6 jours : 4€ par voiture
- pour 1 jour : 1,00€ par voiture
- pour 5h : 0,70€ par voiture
- pour 4h : 0,60€ par voiture

Ces tarifs seront applicables pour un maximum de deux voitures par ménage

Aujourd'hui, le résident a la possibilité de payer son abonnement :

- pour le paiement au mois en achetant une carte à gratter aux guichets de TaM Stationnement
- pour les paiements à la quinzaine, 6 jours, 1 jour, 5h et 4h en prenant son ticket à l'horodateur.

Ces possibilités seront maintenues et resteront identiques jusqu'à la mise en place du paiement à distance par internet ou par téléphone portable.

Il est proposé, dans le cadre de la politique de déplacements de la Ville de Montpellier visant à inciter la population à utiliser les transports collectifs, de réduire de 50% le coût de l'abonnement de stationnement sur voirie des résidents disposant d'un abonnement de transport collectif TaM, portant le tarif mensuel à 7,50€. Pour bénéficier de cette réduction, le titulaire de la carte grise de la voiture devra être abonné aux transports collectifs TaM.

Cette réduction ne sera accordée que pour des abonnements mensuels.

En attendant la mise en place du paiement à distance par internet et téléphone portable, le paiement ne pourra se faire que par l'acquisition d'une carte à gratter aux guichets de TaM Stationnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les dispositions et tarifs proposés ;
- De préciser que ceux-ci seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2014
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification des tarifs du parking de l'Hôtel de Ville

Max LEVITA rapporte :

Le Parking de l'Hôtel de Ville est exploité en régie directe avec autonomie financière.

Il comprend 682 places de stationnement réparties sur 4 niveaux dont 11 places réservées aux personnes à mobilité réduite.

Depuis son ouverture en octobre 2011 son exploitation a démontré la nécessité d'améliorer les modalités d'abonnements pour les riverains et les différents corps de métiers susceptibles de l'utiliser. Son usage se doit aussi d'être fluidifié pour des événements propres au fonctionnement d'une commune tels que les mariages.

La modification des tarifs pour le parking de l'Hôtel de Ville porte ainsi sur la réduction du tarif des abonnements mensuels: Jour travail et Permanent travail, l'accès gratuit pour les mariages ainsi que la mise en place du forfait pour les véhicules de service. L'ensemble des modifications proposés s'appliquera au 1^{er} novembre 2013. Les autres tarifs restent inchangés.

Il convient en outre de préciser qu'un système de chèques parking est à l'étude sur ce parking.

L'ensemble des tarifs pour le parking de l'Hôtel de Ville est détaillé ci-dessous :

Horaires	Tarifs antérieurs		Tarifs proposés	
	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/10/2013 : 19,6%)	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/10/2013 : 19,6%)
00h30	0.84 €	1.00 €	0.84 €	1.00 €
01h00	1.59 €	1.90 €	1.59 €	1.90 €
01h30	2.34 €	2.80 €	2.34 €	2.80 €
02h00	2.93 €	3.50 €	2.93 €	3.50 €
02h30	3.60 €	4.30 €	3.60 €	4.30 €
03h00	4.26 €	5.10 €	4.26 €	5.10 €
03h30	4.93 €	5.90 €	4.93 €	5.90 €
04h00	5.60 €	6.70 €	5.60 €	6.70 €
05h00	6.10 €	7.30 €	6.10 €	7.30 €
06h00	6.61 €	7.90 €	6.61 €	7.90 €
07h00	7.11 €	8.50 €	7.11 €	8.50 €
08h00	7.53 €	9.00 €	7.53 €	9.00 €
09h00	7.94 €	9.50 €	7.94 €	9.50 €
10h00	8.36 €	10.00 €	8.36 €	10.00 €
11h00	8.78 €	10.50 €	8.78 €	10.50 €
12h00	9.36 €	11.20 €	9.36 €	11.20 €
12h00 à 24h00	10.87 €	13.00 €	10.87 €	13.00 €
24h à 48h	5.02 €	6.00 €	5.02 €	6.00 €
Tranche de 24h supplémentaire	5.02 €	6.00 €	5.02 €	6.00 €
L'heure de nuit de 19h00 à 7h00	0.50 €	0.60 €	0.50 €	0.60 €

Abonnement mensuel	Tarifs antérieurs		Tarifs proposés	
	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/10/2013 : 19,6%)	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/10/2013 : 19,6%)
Permanent résident	50.17 €	60.00 €	50.17 €	60.00 €
Nuit résident + dimanche + Jour Férié (18h00-8h30)	33.44 €	40.00 €	33.44 €	40.00 €
Jour travail (6h00-20h00)	83.61 €	100.00 €	66.89 €	80.00 €
Permanent travail (24h/24h)	100.33 €	120.00 €	83.61 €	100.00 €
Petit rouleur (10 entrées et sorties / mois)	33.44 €	40.00 €	33.44 €	40.00 €

Tarifs et abonnements véhicules 2 roues motorisés	Tarifs 2013
Véhicules 2 roues motorisés	1/2 tarif par rapport aux voitures

Abonnement	Tarifs proposés	
	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/10/2013 : 19,6%)
Forfait flotte véhicules de service Ville de Montpellier *	30 000 € / an / flotte Ville	35 880 € / an / flotte Ville

**Un véhicule de service est un véhicule confié par la Ville de Montpellier à l'un de ses salariés pour les besoins de son activité professionnelle.*

Tarifs spéciaux liés à certaines catégories d'usagers ou événements particuliers	Tarifs 2013
Mariage : accès gratuit pour les mariés et leurs invités (durée d'1/2 journée maximum)	GRATUIT
Les services de police nationale, de la préfecture, du SDIS, de la DDTM pour réunion dans l'hôtel de ville sur présentation d'un justificatif du service accueillant	GRATUIT
Les présidents et secrétaires de bureau de vote : 1 véhicule par personne le jour de l'élection	GRATUIT
Les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs sur justificatif établi par le service moyen généraux de la ville	GRATUIT
1 véhicule TAM ou entreprise prestataire pour les interventions sur le local technique situé dans le parking.	GRATUIT
Festival International des Sports Extrêmes (FISE) - tarif plafonné à 4€/jour/véhicule le week-end du festival	4€/jour/véhicule le week-end

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs proposés ;
- de préciser que ceux-ci seront applicables à compter du 1^{er} novembre 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession.

1) Cession de matériel : Service Achats Production Graphique

Suite à la vétusté du matériel, une rainuse de modèle FM100, 220/volt, n° de série 1607194, année 2002, il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

2) Cession de matériels : Protocole

Suite à l'état de vétusté d'une adresseuse imprimante d'enveloppes, SATAS 220 volt, n° de série ID1103TF, année 2000, il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

3) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner les unités centrales, les écrans et les imprimantes. Pour cela, l'association d'insertion sociale et professionnel des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de L'Environnement.

4) Cession de matériel : Direction Action Territoriale

Suite à l'état de vétusté du matériel Mise sous plis, de marque SECAP TECHNOLOGIE, n° de série SI 4600, année 2003, il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ sera de 80€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

5) Cession de matériel : Voirie

Suite à la vétusté de ces matériels, saleuse 3m3, n° de série 121400, année 1994, et saleuse 3m3, n° de série 126412, année 1994, il convient de céder ces matériels. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€ chacune. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés les matériels qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de L'environnement,
- D'autoriser la cession des matériels du Service Achats Production Graphique, du Service Protocole, de la Direction Action Territoriale et du Service Voirie, aux enchères par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(é), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013 |

Nom	Entité	Statut	Modele	N° de Serie	Expiration garantie
CG-P020	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	JGTDH3J	20/02/2012
CG-P021	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	JTTDH3J	20/02/2012
CG-P022	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	B0YDH3J	20/02/2012
DAT-PretReforme	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	8JD8Y2J	
DEMT-CA-P006	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	55GC34J	
EES-P262	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	BZXDH3J	20/02/2012
EES-P269	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	HTTDH3J	20/02/2012
EES-P279	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	7HTDH3J	20/02/2012
EES-P280	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	82YDH3J	20/02/2012
EES-P281	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	HFTDH3J	20/02/2012
EES-P288	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	F2YDH3J	20/02/2012
EES-P292	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	9GTDH3J	
EES-P293	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	6RTDH3J	20/02/2012
EES-P294	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	GHTDH3J	20/02/2012
EES-P334	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	H3GC34J	04/12/2012
EES-P335	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	3JZT34J	13/12/2012
EES-P336	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	84GC34J	04/12/2012
EES-P337	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	B3GC34J	04/12/2012
EES-P338	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	8RLV34J	13/12/2012
EMT-P056	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	B1XSS2J	05/03/2011
EMT-P071	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	BJD8Y2J	23/05/2011
EMT-P072	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	8HD8Y2J	23/05/2011
GU-P166	MAIRIE	Réformé	OptiPlex GX520	DMC3K2J	24/10/2010
GU-P204	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	JHD8Y2J	23/05/2011
GU-P234	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	5N2KY3J	18/09/2012
GU-P236	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	6P2KY3J	18/09/2012
MG-P008	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	FHD8Y2J	23/05/2011
PN-P049	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	D0YDH3J	20/02/2012
PN-P051	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	5RTDH3J	20/02/2012
PN-P054	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	70YDH3J	20/02/2012
PN-P078	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	23MQF3J	26/01/2012
PN-PretReforme	MAIRIE	Réformé	OptiPlex GX620	F5XYW1J	
PSA-P042	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	C6CNN2J	18/12/2010
PSA-P043	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	48B9R2J	01/02/2011
PSA-P044	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	88B9R2J	01/02/2011
PSA-P045	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	67B9R2J	01/02/2011
PSA-P046	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	4GB9R2J	01/02/2011
PSA-P047	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	37B9R2J	01/02/2011
PSA-P048	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	BFB9R2J	01/02/2011
PSA-P054	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	D1MQF3J	26/01/2012
PSA-P055	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	D0MQF3J	26/01/2012
PSA-P056	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	FSTDH3J	20/02/2012
PSA-P057	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	4RTDH3J	20/02/2012
PSA-P059	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	J2YDH3J	20/02/2012
PSA-P060	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	CGTDH3J	20/02/2012
PSA-P061	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	35YDH3J	20/02/2012
PSA-P062	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	J4YDH3J	20/02/2012
PSA-P063	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	7TTDH3J	20/02/2012
PSA-P065	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	9TTDH3J	20/02/2012
PSA-P070	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	C4GC34J	04/12/2012
PSA-P071	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	75GC34J	04/12/2012
PSA-P072	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	H2GC34J	04/12/2012
PSA-P073	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	F3GC34J	04/12/2012
PSA-P074	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	F4GC34J	04/12/2012

PSA-P075	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	63MQF3J	26/01/2012
PSA-P076	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	13GC34J	04/12/2012
RGP-P168	MAIRIE	Réformé	OptiPlex GX520	6NC3K2J	24/10/2010
RGP-P210	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	C3YDH3J	20/02/2012
UO-P066	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	F2MQF3J	26/01/2012
UO-P067	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	HSTDH3J	20/02/2012
UO-P068	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	JFTDH3J	20/02/2012
UO-P069	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	FGTDH3J	20/02/2012
UO-P070	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	3RTDH3J	20/02/2012
UO-P071	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	94YDH3J	20/02/2012
UO-P072	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	65YDH3J	20/02/2012
UO-P073	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	2HTDH3J	20/02/2012
UO-P074	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	GGTDH3J	20/02/2012
UO-P075	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	92YDH3J	20/02/2012
UO-P076	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	11YDH3J	20/02/2012
UO-P077	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	GSTDH3J	20/02/2012
UO-P078	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	FFTDH3J	20/02/2012
UO-P079	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	6FTDH3J	20/02/2012

N° de série	Désignation	Constructeur	Etat
622MPM8	E352Dn	LEXMARK	réformé
602ZH29	E352Dn	LEXMARK	réformé
622MWKV	E352Dn	LEXMARK	réformé
6209POY	E350Dn	LEXMARK	réformé
3806GLL	Optra E321	LEXMARK	réformé



**COMMISSION DE REFORME DU
MATERIEL ET DES VEHICULES
du 10 septembre 2013 à 11h30**

DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de matériel : Service Achats Production Graphique

Suite à la vétusté du matériel, une **raieuse** de modèle FM100, 220/volt, n° de série 1607194, année 2002, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

2) Réforme de matériels : Protocole

Suite à l'état de vétusté d'une **adresseuse imprimante d'enveloppes**, SATAS 220 volt, n° de série ID1103TF, année 2000, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération et le principe de ces ventes aux enchères.

3) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner les unités centrales, les écrans et les imprimantes. Pour cela, l'association d'insertion sociale et professionnel des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de L'Environnement.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

*CASTRES
association d'insertion*

4) Réforme de matériel : Direction Action Territoriale

Suite à l'état de vétusté du matériel **Mise sous plis**, de marque SECAP TECHNOLOGIE, n° de série SI 4600, année 2003, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ sera de 80€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération et le principe de ces ventes aux enchères.

5) Réforme de matériel : Voirie

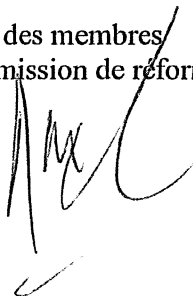
Suite à la vétusté de ces matériels, **saleuse 3m³**, n° de série 121400, année 1994, et **saleuse 3m³**, n° de série 126412, année 1994, il convient de réformer ces matériels. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€ chacune. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.
D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de L'environnement,
D'autoriser la vente des matériels réformés du Service Achats Production Graphique, du Service Protocole, de la Direction Action Territoriale, ainsi que le Service voirie, aux enchères par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE,
D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Signatures des membres
de la Commission de réformes



Le Responsable du service Achats
et Production Graphique


Mario GIRARDI

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marchés publics - Achat de véhicules à motorisation essence, diesel, GPL, GNV et électrique d'usine – Résiliation des lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 17 juin 2013, le Conseil Municipal a attribué le marché n° 2I0370100 « Achat de véhicules à motorisation essence, diésel, GPL, GNV et électrique d'usine » :

à la société : COMMERCIALE CITROEN 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3

- le lot n°1 (Véhicules particuliers du segment A (micro et petites citadines),

à la société : GRIM AUTO FORD 34 470 PEROLS

- le lot n°2 (Véhicules particuliers du segment B (citadines) et B+ (monospaces citadins),

à la société : RENAULT RETAIL 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3 les lots :

- n°3 (Véhicules particuliers du segment C (compacts), C+ (monospaces compacts), SUV et cross over compacts,
- n°4 (Véhicules particuliers du segment D (routières familiales) segment D+ (grands monospaces),
- n°6 (Véhicules utilitaires camionnettes standards et compacts,
- n°8 (Véhicules particuliers petites citadines et citadines segments A, B et B+ 4 places minimum à motorisation électrique),
- n°9 (Véhicules utilitaires camionnettes standards et compacts à motorisation électrique),

à la société : GGH (PEUGEOT) 34 072 MONTPELLIER CEDEX 3 les lots :

- n°5 (Véhicules particuliers du segment H (grandes routières),
- n°7 (Véhicules utilitaires fourgons compacts à grands fourgons, standards et rallongés, plateaux et autres carrosseries 3.5 T),

déposés en préfecture le 20 juin 2013.

Conformément à l'article 13 du C.C.A.P. et en application des articles 29 et 33 du C.C.A.G. fournitures courantes et services, il est proposé de résilier le marché pour motif d'intérêt général : des erreurs d'interprétation, au niveau des critères de jugement, ont été constatées dans le rapport d'analyse des offres. Les corrections de ces erreurs sont de nature à modifier le classement final des offres visant à désigner l'offre économiquement la plus avantageuse.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De résilier le marché attribué à la société COMMERCIALE CITROEN
- De résilier le marché attribué à la société GRIM AUTO FORD
- De résilier les marchés attribués à la société RENAULT RETAIL
- De résilier les marchés attribués à la société GGH (PEUGEOT)
- D'autoriser Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Transfert d'activité de la société MECELEC INDUSTRIES à la société MPB. Autorisation de signer l'avenant

Max LEVITA rapporte :

La commission d'appel d'offres réunie le 21 décembre 2010 a désigné comme titulaire du marché « Achat de matériel de régulation trafic » lot 2 (OG76701) la société MECELEC INDUSTRIES. Ce marché (lot 2) a été notifié le 23 février 2011, reconduit le 24 octobre 2011 pour l'année 2012 et le 17 octobre 2012 pour l'année 2013.

Par délibération en date du 7 février 2011, la Ville de Montpellier a autorisé Madame le Maire à signer tous documents relatifs à ce marché.

Par courrier du 15 juillet 2013, la société MPB nous a informé de la reprise des activités de la société MECELEC INDUSTRIES avec effet au 15 juillet 2013.

Il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché (MECELEC INDUSTRIES) vers la société MPB, sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société MPB n'y apporte aucune modification.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de cet avenant,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer cet avenant.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Port Marianne Rive Gauche 5M€ Crédit Mutuel

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la ZAC « Port Marianne - Rive Gauche » confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt pour financer la poursuite des travaux d'aménagement.

Aussi, après négociation avec le Crédit Mutuel, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

Les caractéristiques de l'emprunt avec le Crédit Mutuel sont les suivantes :

- Montant : 5 M€
- Durée : 3 ans
- Taux fixe à 2.30 %
- Périodicité : annuelle
- Pas de différé d'amortissement
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Frais de dossier : 2000 €

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 4 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

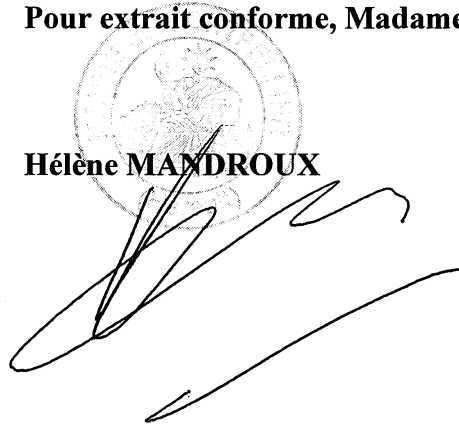
- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de : du Crédit Mutuel à hauteur de 4M€ de garantie.
aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013

The image shows a circular official seal of the Municipality of Montpellier, featuring a coat of arms with a crown and two lions. Overlaid on the seal is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 3.5M€ Crédit Foncier – 3.5M€ Crédit Mutuel

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la ZAC « Nouveau Saint Roch », confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 7M€ pour financer la construction du parking.

Aussi, après négociation avec le Crédit Foncier et le Crédit Mutuel, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

Les caractéristiques de l'emprunt avec le **Crédit Foncier** sont les suivantes :

- Montant : 3,5 M€
- Durée : 3 ans
- Périodicité : annuelle
- Taux variable : Euribor 12 mois + 1,60% soit environ 2,15%
- Pas de différé d'amortissement
- Frais de dossier : 1500 €
- Remboursement anticipé : 3% du capital et frais de gestion de 1% du capital restant dû (minimum : 800€, maximum : 3000 €)
- Commission de non utilisation : 0,15% sur la partie du prêt non utilisée
- Garantie : 80%

Les caractéristiques de l'emprunt avec le **Crédit Mutuel** sont les suivantes :

- Montant : 3,5 M€
- Durée : 3 ans
- Périodicité : annuelle
- Taux fixe à 2,30 %
- Pas de différé d'amortissement

- Frais de dossier : 2000 €
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Garantie : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3,5 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % des emprunts que la Société d'Équipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès :

Du crédit Foncier à hauteur de 2,8 M€ de garantie,

Du Crédit Mutuel à hauteur de 2,8 M€ de garantie.

aux conditions précisées ci-dessus ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid 5M€ Caisse d'Epargne – 5M€ Crédit Mutuel

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la délégation de Service Public (DSP), du projet Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF), confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 10M€ pour financer la conversion aux énergies renouvelables, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse d'Epargne et le Crédit Mutuel, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

Les caractéristiques de l'emprunt avec la **Caisse d'Epargne** sont les suivantes :

- Montant : 5 M€
- Durée : 12 ans
- Taux fixe = 3,67 %
- Périodicité : trimestrielle
- Pas de différé d'amortissement
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Commission d'engagement : 0,25% soit 12.500 €
- Frais de dossier : 1500 €

Les caractéristiques de l'emprunt avec le **Crédit Mutuel** sont les suivantes :

- Montant : 5 M€
- Durée : 12 ans
- Taux fixe à 3,70 %
- Périodicité : annuelle
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Commission – frais : 2000 €

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 5 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % des emprunts que la Société d'Équipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de :
la Caisse d'Épargne à hauteur de 2,5M€ de garantie,
du Crédit Mutuel à hauteur de 2,5M€ de garantie.

aux conditions précisées ci-dessus

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Autorisation de prise de participation de la SERM au capital d'une société chargée de porter l'investissement du projet immobilier de la Mutuelle des Motards

Hélène MANDROUX rapporte :

La Mutuelle des Motards (AMDM) est actuellement implantée sur deux sites dans le Parc Euromédecine.

Dans le cadre du regroupement de ces deux implantations, AMDM a choisi d'implanter son nouveau siège social dans le périmètre de la ZAC du Parc de l'Aéroport. A cette fin, AMDM a décidé de constituer dès le démarrage de l'opération, une équipe complète en charge de lui livrer son nouveau siège fin 2015.

Le montage de l'opération repose sur:

- Un promoteur et un architecte, en charge de concevoir et réaliser le bâtiment sur la base d'un programme de 9 000 m². L'équipe retenue après concours par AMDM est ALTAREA COGEDIM et Jacques FERRIER;
- Une société investisseur, de type SAS, acquéreur du terrain auprès de la SERM aménageur de la ZAC, qui contractera un Contrat de Promotion Immobilière avec le promoteur, et consentira un bail au profit d'AMDM. A ce titre, la CAISSE DES DEPOTS et MIDI 21 (CAISSE D'ÉPARGNE) ont confirmé leur intérêt par courrier du 15 avril 2013, pour être co-investisseurs de ce projet, sur la base d'une offre correspondant au marché (rendement brut de l'ordre de 7%) et ont sollicité la participation minoritaire de la SERM.

Le démarrage des travaux est prévu 2ème trimestre 2014.

Conformément aux statuts de la SERM, le projet de prise de participation doit être autorisé par son Conseil d'administration. En outre, en vertu de l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société (commerciale) fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou les collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'administration.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser ses représentants au Conseil d'administration de la SERM à voter favorablement en faveur de la prise de participation de la SERM dans une société de type SAS en cours de constitution qui sera chargée de porter l'investissement du projet du nouveau siège de la Mutuelle des Motards, avec une prise de participation au capital social de la société, dans la limite de 2% de ce capital ou 100 000 euros.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08 octobre 2013

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ASSEMBLEE DE DIEU DE MONTPELLIER Réaménagement du contrat de prêt n°2640931 Souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Garantie de la Ville

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de la construction du Temple avenue Albert Einstein à Montpellier, l'Assemblée de Dieu a souscrit un prêt de 381 122,54€ le 22 mai 2001 auprès de la Caisse d'Epargne. L'assemblée de Dieu a sollicité auprès de la Caisse d'Epargne, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de l'emprunt, initialement garanti par la Ville de Montpellier à hauteur de 20%, délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2000.

Pour le contrat de prêt n° 2640931, le réaménagement consiste en une baisse du taux fixe :

Taux initial : 5,70%

Taux modifié : 3,47%

Les caractéristiques modifiées s'appliquent au montant réaménagé du prêt référencé dans le tableau annexé à la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions pénétrantes ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre de l'emprunt réaménagé, la Ville de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse d'Epargne adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De confirmer la garantie de la Ville pour le prêt réaménagé n°2640931 renégocié par l'Assemblée de Dieu auprès de la Caisse d'Epargne ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08 octobre 2013

Conseil Municipal 7 octobre 2013
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2013/0186	Suite à une réorganisation du système bancaire allemand sur le même principe que pour Dexia, Depfa Bank souhaite transférer l'encours restant dû du prêt n° 10805 (4.291.666,67 euros au 09/09/2013) à FMS-WM, banque supervisée par l'Agence Fédérale pour la stabilisation du marché financier (FMSA) elle-même supervisée par le Ministère des Finances Allemand. Ce transfert n'impacte en aucune manière les termes initiaux du prêt.
2013/0193	La régie Lieux d'Art et d'Histoire est amenée à percevoir des recettes pour compte de tiers, sur des périodes données, dans le cadre de diverses expositions; il convient donc de modifier l'acte constitutif de la régie en permettant l'encaissement pour compte de tiers.
2013/0194	D'attribuer le marché concernant des travaux de métallerie et menuiseries extérieures à l'école élémentaire Léopold Sédar Senghor à l'entreprise Olivier Réalisations pour un montant total de 88 947,00 € H.T
2013/0195	D'attribuer le marché de "Gestion d'impression : Maintenance et Evolution" à la société BLUEMEGA TECHNOLOGY pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total estimé de 40 000 € HT.
2013/0196	De confier le marché à bon de commande relatif à des missions d'assurances techniques pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz et d'analyse des raccordements au groupement LE CALOCH-KLOPFER dont le mandataire est LE CALOCH CONSULTANT pour un montant maximum de 44 000 € HT
2013/0197	De conclure un contrat de co-accueil avec l'association Montpellier Danse dans le cadre de la saison 2013/2014 du Théâtre Jean Vilar.
2013/0198	D'attribuer le marché précité à la société GNvert sur la base d'une estimation de consommation de 13 000 KG de gaz par an, pour une durée de 2 ans à compter de sa notification, et ne pouvant excéder une dépense totale de 30 000.00 € HT.
2013/0199	D'attribuer le marché "achat de pots coniques et de bacs pour le service Jardins et Espaces Naturels " à la société SOBAT pour un montant maximum de commandes de 90 000.00 € HT. C'est un marché unique à bons de commandes passé pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.

2013/0200	D'attribuer le marché de «Support Microsoft : Messagerie et collaboratif – Contrat de support» à la société NEXTEC SYSTEMS pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total estimé de 80 000 € HT.
2013/0201	Conception et réalisation du groupe scolaire Chengdu- mission de contrôle technique - autorisation de signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise Qualiconsult pour un montant supplémentaire de 9550 € HT portant ainsi le montant du marché à 43 460 € HT.
2013/0202	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 4 au 20 octobre 2013 pour Christophe CORDIER dans le cadre de l'exposition Panrama.
2013/0203	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 21 au 27 septembre 2013 pour l'association Montpellier Cuba Solidarité dans le cadre d'une exposition.
2013/0204	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 25 août au 17 septembre 2013 pour l'association Living Room.
2013/0205	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 9 au 22 août 2013 pour Sophie Bellot et Elodie Sabardeil dans le cadre de l'exposition Persistance.
2013/0206	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 26 octobre au 10 novembre pour l'association Objectif Image dans le cadre de l'exposition A y regarder de plus près.
2013/0207	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 13 au 25 novembre pour Fabien Pio, Cahuate Milk et Benjamin Sandri.
2013/0208	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 18 décembre 2013 au 6 janvier 2014 pour « Salamalech et Monsieur Garcin » dans le cadre de l'exposition Super Héros.
2013/0209	D'attribuer le marché de prestations à la société Ecopresse dans le cadre du 3 ^{ème} sommet économique du grand sud pour un montant de 30 000 € HT.
2013/0210	Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 7 au 21 janvier 2014 pour Cloé Paty dans le cadre de l'exposition Certaines absences.
2013/0211	D'attribuer le marché "Achat d'analyseurs de combustion multi-combustibles" à la société ECOM, pour un montant maximum de commandes de 40 000.00 € HT. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.
2013/0212	De conclure un contrat de cession du spectacle Le Cid, du 27 au 29 novembre 2013, pour un montant global de 18 000.80 € HT avec la compagnie Philippe CAR dans le cadre de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar.
2013/0213	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la réalisation et la commercialisation de 3 catalogues d'exposition pour le Carré Sainte aux Editions Liénart pour un montant de 38200 € HT. Cette décision annule et remplace la décision n°2013/0123.
2013/0214	Pour répondre au besoin de stationnement dans le quartier Port Marianne, et dans l'attente de la livraison d'un parking en cours de construction à proximité immédiate, il a été décidé d'attribuer par un marché, l'exploitation du parking provisoire « bassin Jacques Cœur » au prestataire T.A.M (Transports Montpellier Agglomération). De ce fait, il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits d'exploitation du parking susnommé.

2013/0215	D'attribuer un marché au prestataire ALJ 93 pour la réalisation d'une mission de diagnostic auprès des populations Roms, d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un village d'insertion et de projets de coopération décentralisée, pour un montant H.T. de 119 968 €.
2013/0216	Il s'agit d'attribuer le marché à la société In Situa pour un montant total de 9 900 € HT pour la réalisation d'une maquette 3D interactive modélisant l'environnement autour de la future folie architecturale et permettant l'intégration dans la maquette 3D des trois projets architecturaux en lice afin d'en permettre l'appréciation.
2013/0217	De conclure un avenant au marché acquisition et mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies avec la société GFI PROGICIELS afin de modifier les dates du marché et d'en préciser les modalités de paiement.
2013/0218	D'exercer le droit de préemption, pour le compte de la Communauté d'Agglomération, sur la propriété des Epoux SEBASTIAN située Route de Ganges, cadastrée section AB 208-223-225 de 3 129 m ² , pour un montant de 312.900 €.
2013/0219	De passer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de mise à disposition de créneaux du Centre Aquatique Neptune, pour la période du 16 Septembre 2013 au 31 Mai 2014, dans le cadre de l'organisation des activités péri – scolaires selon le tarif en vigueur arrêté par délibération du Conseil d'Administration de l'Agglomération de Montpellier.
2013/0220	Attribution du marché pour la réalisation d'une étude de requalification urbaine de la Cité Paul Valéry (quartier Croix d'Argent) au groupement Atelier Villes et Paysages et La Maison de l'initiative pour un montant total de 41 290 € HT.
2013/0226	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: réalisation de documents de communication pour la Panacée à l'imprimerie Pauwels pour un montant de 32 706 € HT.
2013/0228	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: fourniture et pose d'éléments de signalétique pour la Panacée à la société Fil Rouge pour un montant de 20 202,87 € HT.
2013/0229	De confier à un prestataire une mission globale comportant différentes phases d'études acoustiques afin de répondre à la réglementation en vigueur en la matière. Il est proposé de retenir l'offre de CIA (Conseil Ingénierie Acoustique) pour un montant de 8000 € HT (tranche ferme), 12000 € HT (tranche conditionnelle 1 - forfaitaire) et 400 € HT par logement (tranche conditionnelle 2).
2013/0231	Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "Achat de vêtement de travail" à la société EPSI pour un montant maximum de commande de 90 000 € HT. C'est un marché unique à bons de commande et est conclus à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2013.
2013/0232	D'attribuer le marché "Achat de caveaux funéraires en béton 2 et 4 places", à la société BONNA SABLA pour un montant de commande de 34 443.24 € HT.
2013/0233	D'attribuer le marché "Achat et Livraison de goûters de Noël" à la société ENI GOURMETS pour un montant maximum de commandes de 20 900 € HT. C'est un marché unique à bons de commandes passé pour une durée de trois mois à compter de la date de notification.
2013/0234	D'attribuer le marché à tranches conditionnelles de «Gestion du cycle de vie de l'information – Assistance à maîtrise d'ouvrage» à la société Parker Williborg pour une durée de six mois pour la tranche ferme et d'un an pour la tranche conditionnelle et un montant total de 63 440 € HT.

2013/0235	Financement des investissements prévus au budget primitif 2013 selon résultat de l'appel d'offres réalisé le 27 mai 2013 en deux tours de table.
2013/0236	Financement des investissements prévus au budget primitif 2013 selon résultats de l'appel d'offres lancé le 27 mai 2013.
2013/0237	Financement des investissements prévus au budget primitif 2013 selon résultats de l'appel d'offres réalisé le 27 mai 2013.
2013/0238	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de rugby de haut niveau à Montpellier saison 2013-2014, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Rugby Club, pour un montant H.T. de 135 000 €.
2013/0239	D'attribuer le marché "Achat de recharges hermétiques pour poubelle" à la société CIRCUIT COURT CRECHES, pour un montant maximum de commandes de 25 000.00€ HT. C'est un marché unique à bons de commandes passé pour 4 ans à compter de sa date de notification.
2013/0240	Il s'agit d'attribuer le marché à l'agence A. Garcia Diaz pour un montant de 77 360 €HT pour la tranche ferme, de 21460 €HT pour la tranche conditionnelle n°1 et d'un montant maximum correspondant à 15 journées de travail supplémentaires pour la tranche conditionnelle n°2, pour la réalisation d'une étude de requalification et création des espaces publics de 4 sites identifiés dans le volet urbain du projet Campus.
2013/0241	D'attribuer le marché concernant la participation de la Ville à la 65 ème foire internationale de Montpellier du 11 au 21 octobre 2013, à SAEML Enjoy pour un montant de 35 000 € HT. Cette participation se concrétise par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité.
2013/0242	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement de petit matériel, il est nécessaire d'étendre les dépenses de la régie de la Panacée, au paiement de cartes téléphoniques prépayées pour l'achat d'applications en ligne.
2013/0243	D'acquérir des prestations, dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2013 – 2014, auprès de la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 110 730 € HT.
2013/0244	Pour améliorer le fonctionnement de six Maisons Pour Tous, il convient d'augmenter le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver.
2013/0245	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de procédure d'expulsion.
2013/0246	D'attribuer le marché pour la prestation d'audiotypie à l'entreprise H2 COM pour un montant annuel HT compris entre 7 000 et 25 000 € pour une durée de un an reconductible 3 fois.
2013/0247	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque (L. 311-4 CU) d'ACM-OPH pour la construction de 5 maisons individuelles à hauteur de 6 996 €. Ces constructions finaliseront l'opération de 25 logements déjà réalisés par ACM rue Mas de Portaly.
2013/0249	De conclure un avenant de transfert du marché d'assistance à l'exploitation pour le tunnel de la Comédie entre la société DOCALOGIC et BG Ingénieurs Conseils.
2013/0250	D'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime d'assurance en régularisation pour l'exercice 2012 à 6 485.24€

2013/0251	Conclusion d'un avenant au marché de réalisation d'un mur de clôture du parc de la Guirlande. afin de réaliser des travaux supplémentaires pour l'aboutissement du chantier pour un montant de 1048.60 € HT.
2013/252	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans une affaire d'occupation illégale d'une maison au 320 avenue du Petit Train.
2013/0253	D'attribuer le marché relatif à la vigilance météorologique dans le cadre de la gestion des risques, à l'entreprise METEO-France pour un montant de 10 181 € HT.
2013/0254	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire occupation illégale de terrains communaux entre la rue du Mas Rouge et l'avenue Raymond Dugrand.
2013/0255	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie « Tickets restaurant », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en diminuant le montant maximum des recettes autorisées.
2013/0256	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie « Jardins familiaux », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en augmentant les modes de recouvrement et en arrondissant le montant maximum de l'encaisse à 3100 euros.
2013/0257	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Alexandre PINLOU.
2013/0258	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie « carte Montpellier sports », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en distinguant la sous-régie conformément à la réglementation.
2013/0259	Attribution d'un marché de services à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 45 000,00 Euros H.T. à l'association Vétérinaires pour Tous sise 34080 Montpellier pour une durée initiale d'un an reconductible trois fois dans le cadre de la gestion de l'animal en Ville.
2013/0260	D'attribuer le marché "Achat, livraison, installation et récupération de Sapins de Noël" à la société Roseaie des Costières Sandiflor pour un montant maximum de 25 000.00 € HT. C'est un marché unique à bons de commande dont l'exécution est prévue de la date de sa notification au 31 mars 2014.
2013/0261	D'attribuer le marché « Espaces collaboratifs : Maintenance et Evolution, Design écrans » aux sociétés NEOS SDI pour le lot 1, ELYPSIA pour le lot 2, pour une durée d'un an tacitement reconductible une fois et un montant total estimé de respectivement 30 000 € HT pour le lot 1, 10 000 € HT pour le lot 2.
2013/0262	Pour une optimisation de l'entretien des locaux municipaux, il est décidé de confier au groupement SETEC Organisation S.A. – INCF une mission d'assistance technique pour un montant de 62 550 € HT.
2013/0263	De conclure un contrat de création graphique avec ABRèGe, qui se déroulera d'août à décembre 2013, pour un montant de 34 444.82 € HT.
2013/0264	D'attribuer le marché à procédure adaptée "Assistance à maîtrise d'ouvrage - Aménagement de la zone technique du zoo" à la société EURL MONTEILS Consultant pour montant de 57 281,25 € HT.

2013/0265	De conclure une convention d'occupation avec Mme Anne JARROUSSE, pour l'attribution d'un garage à titre onéreux, attendant à l'école élémentaire Docteur Calmette, moyennant une redevance mensuelle de 50 €.
2013/0267	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GAEC La Rosée.
2013/0268	De prolonger l'autorisation de stationnement des véhicules des personnels du lycée J. Guesde dans l'enceinte du Complexe Delylle, durant la période de travaux de restructuration retardés, et ce du 31/08/2013 au 31/01/2014.
2013/0269	De contracter un emprunt de 1 500 000 € auprès de la Société Générale dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget 2013 de la Ville.
2013/0270	D'attribuer le marché pour la mise en place des salles de restauration et de nettoyage des locaux des centres de loisirs à la société Cleaning Bio, entreprise d'insertion sociale, pour une durée allant jusqu'à janvier 2015 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 190 000 € HT.
2013/0272	Attribution d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée pour la maintenance évolutive du progiciel de gestion des subventions versées par la Ville de Montpellier aux associations et partenaires de la Ville, Local Trust Subv, à la société ATEXO, pour une durée de 3 ans avec un montant maximum de 80 000 € H.T.
2013/0273	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL CITYA COGESIM.
2013/0274	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Catherine GOURIOU (n°2).
2013/0275	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CEBRAIL Mahmut.
2013/0276	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDIC DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 10 PLACE DE LA COMEDIE.
2013/0277	Le siège Effia Stationnement ayant déménagé, il convient de modifier la régie prolongée pour mettre à jour la nouvelle adresse.
2013/0278	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL ROSE BERGER (M. GAYRAUD).
2013/0279	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société NOLU, REALITES et SANOPSY.
2013/0280	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEMEE Béatrice (SARL ACCED'HO).
2013/0281	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GUERRA Abdelhamid.
2013/0282	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ HENAFF Benoît.

2013/0283	D'exercer le droit de priorité sur la cession du Jardin de la Reine situé rue du Jardin de la Reine et cadastré section BW n° 108 de 4 415 m ² , pour un montant de 200.000 €.
2013/0284	D'attribuer le marché de maîtrise d'oeuvre d'exécution pour la mise en sécurité du Tunnel de la Comédie à la société INGEROP, pour un montant de 89 700,00 € HT.
2013/0285	Pour assurer le bon fonctionnement et l'encaissement des recettes sur site de la régie « carte Montpellier sports », il convient de créer une sous- régie de recettes.
2013/0286	De prolonger par avenant n°1, pour une durée de 6 mois jusqu'au 28 février 2014 et moyennant une redevance mensuelle de 200 €, la mise à disposition de la maison d'habitation de 61 m ² située dans l'enceinte du stade Sabathé, 18 rue Saint Cléophas (logement de fonction de Monsieur RIGAL gardien du stade décédé début décembre 2012). La prolongation de cette mise à disposition devrait permettre à Madame RIGAL de concrétiser ses recherches d'un nouveau logement.
2013/0287	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FRANCIS Durand.
2013/0289	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LCB.
2013/0290	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LABASTERE - COLT – TGE.
2013/0291	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FOURNAISE Christine.
2013/0292	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUSQUET Gérard (SCI MEDITERRANEE - ETABLISSEMENT LA BROCHE D'OR).
2013/0294	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Société VANLIT, situé 15 boulevard du Jeu de Paume, cadastré section HV 373, pour un montant de 40 000 € plus 6 500 € de commission.



**TRANSFERT DU PRET N° 10805
D'UN MONTANT INITIAL DE
5 MILLIONS D'EUROS
REALISE AUPRES DE DEPFA BANK
A LA FMS WERTMANAGEMENT**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu le contrat de prêt signé le 20 décembre 2006 auprès de DEPFA BANK dans le cadre du financement des investissements 2006 et 2007 d'un montant global de 15.000.000 euros (quinze millions d'euros) et mobilisé en deux tranches respectives portant les numéros de contrat et caractéristiques suivantes dans l'encours de dette de la Ville de Montpellier :
 - o Prêt N° 10805 d'un montant initial de 5.000.000 euros (cinq millions d'euros) au taux fixe trimestriel de 3.745 % sur une durée de 30 ans, amortissement linéaire
 - o Prêt N° 10704 d'un montant initial de 10.000.000 euros (dix millions d'euros) au taux fixe annuel de 4.81 % sur une durée de 20 ans, amortissement linéaire
- Vu la décision N° 04045 du 19 décembre 2006 autorisant Mme le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer le contrat ci-dessus référencé,
- Vu la demande présentée par DEPFA BANK de procéder au transfert partiel d'un contrat de prêt à FMS Wertmanagement en date du 3 mai 2013 et dont copie est annexée à la présente,
- Vu les informations complémentaires apportées par mail en date du 29 mai 2013 et dont copies sont annexées à la présente

Considérant :

- Que la transmission du contrat N° 10805 d'un capital restant dû de 4.291.666.67 euros (prochaine échéance au 09/09/2013) ne change en aucun cas les termes du prêt
- Que le seul changement pour la Ville de Montpellier concernera les paiements qui seront à effectuer sur un compte différent pour la partie du prêt transféré à FMS,
- Que l'article 12.2 du Contrat prévoit que : « Le Prêteur aura la faculté de céder ou de transférer tout ou partie de ses droits pour un montant minimum de 5.000.000 euros (cinq millions d'euros) et obligations découlant du Contrat à toute autre banque de premier rang qui en aura accepté la cession, sous réserve d'obtenir une autorisation préalable expresse de l'Emprunteur, qui ne pourra être refusée sans motif

sérieux. Une cession pourra être faite au sein du groupe du prêteur sans cette autorisation préalable. A l'occasion d'une telle cession, les Parties pourront, si elles le souhaitent, s'accorder sur la nomination d'un Agent domiciliataire unique. Les conditions du mandat d'agence devront alors être précisées dans un contrat. »

- Que l'article 12.3 du Contrat indique qu'une telle cession ne devra pas augmenter les engagements de l'Emprunteur au titre du présent contrat au jour de la cession ou du transfert et n'engendrera pas pour l'Emprunteur de quelconques coûts ou frais supplémentaires »,

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de cession du prêt n° 10805 dont le montant actuel est de 4.291.666.67 euros (quatre millions deux cent quatre vingt onze mille six cents soixante six euros et soixante sept centimes) à la Société FMS Wertmanagement (dénommée « FMSW »), société de droit allemand dont le siège social est situé Prinzregentenstrasse 56, 80538 MUNICH, Allemagne, enregistré au registre du commerce et des sociétés de Munich sous le numéro HRA 96076,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'opération décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 11/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/7/2013
Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0193

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification d'une régie d'avances et de recettes Lieux
d'Art et d'Histoire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 330 du 29 juillet 2011, relative à la création de la régie Lieux d'Art et d'Histoire
- Vu la décision 0059 du 22 février 2012, relative à l'institution d'un fonds de caisse, pour la régie Lieux d'Art et d'Histoire,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 03/07/2013
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que la régie Lieux d'Art et d'Histoire est amenée à percevoir des recettes pour compte de tiers, sur des périodes données, dans le cadre de diverses expositions, il convient de modifier l'acte constitutif de la régie en permettant l'encaissement pour compte de tiers.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenue une régie d'avances et de recettes « Lieux d'Art et d'Histoire » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la DCP, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.
- **Encaissement pour compte de tiers, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la Ville et les tiers.**

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 5 : Un fond de caisse est maintenu auprès de la régie d'avances et de recettes.

Article 6 : Le montant du fonds de caisse s'élève à 100 €.

Article 7 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Paiement de petit matériel, papeterie, livres et documentation, travaux d'impression (photocopies, tirages photos,...), petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'ars appliqués, de décoration, location de matériel audiovisuel, frais médicaux d'urgence, acquisition de catalogues,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, visite de musées ou d'expositions,
- Petites prestations d'artistes pour les soirées d'inaugurations des expositions dans la limite de 1000 €
- Frais de transport des œuvres d'art.
- **Les versements des recettes perçues pour le compte de tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et les Tiers.**

Article 8 : Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bancaire.

Article 9 : **Le régisseur reversera au tiers l'intégralité de la recette perçue pour son compte.**

La collectivité, facturera le montant convenu de sa prestation par l'émission d'un titre de recette.

La convention devra toutefois faire apparaître :

- **Les modalités de versement des recettes au tiers**
- **Les modalités de facturation de la part perçue par la ville convenue dans la convention**
- **La part de responsabilité des organisateurs et partenaires**

Article 10 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

Article 11 : Il est maintenu 3 sous-régies de dépenses et de recettes auprès du Carré Sainte-Anne, du Pavillon Populaire et de la Galerie St Ravy. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 12 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 13 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 €.

Article 14 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 15 : Une avance complémentaire de 3 000 € pourra être ponctuellement octroyée pour le paiement des frais de transport des œuvres d'art.

Article 16 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 13 et au minimum une fois par mois.

Article 17 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 18 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 19 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 20 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/7/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour des travaux de métallerie et de
menuiseries extérieures à l'école élémentaire Léopold
Sédar Senghor.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/1881 en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis Gély, Adjoint délégué à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de métallerie et de menuiseries extérieures à l'école élémentaire Léopold Sédar Senghor sise 26, rue de Bologne à Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 30 mai 2013, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise Olivier Réalisations sise 75, avenue des compagnons – parc d'activité la Garrigue à Castelnau le Lez (34170) a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 3 B 0448 précité à l'entreprise Olivier Réalisation pour un montant total de 88 947,00 € H.T. décomposé comme suit :
 - o Tranche Ferme : 35 439,00 € H.T.
 - o Tranche Conditionnelle 1 : 27 089,00 € H.T.
 - o Tranche Conditionnelle 2 : 26 419,00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2013 de la Ville, Section : investissement
Fonction : 90212 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 18/7/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Gestion d'impression : Maintenance et
Evolution
Marché 3B0416**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville d'établir un contrat de maintenance pour le logiciel de gestion des impressions Safecom et de prévoir des prestations spécifiques permettant l'évolution de cette gestion ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 28 mai 2013, la société BLUEMEGA TECHNOLOGY a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3B0416 précité à la société BLUEMEGA TECHNOLOGY sise Parc Les Algorithmes – Bâtiment Homère – 91190 SAINT AUBIN pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total estimé de 40 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 27/1/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/1/2013
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0196

**Attribution d'un marché à bon de commande passé
selon une procédure adaptée pour des missions
d'assistances techniques pour le contrôle des
concessions de distribution d'électricité et de gaz et
d'analyse des raccordements.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS adjoint délégué.

Considérant :

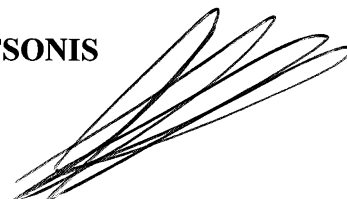
- Qu'il a lieu de réaliser des missions d'assistance techniques pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz et d'analyse des raccordements ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du codes des marchés publics, en date du 25/04/2013, le groupement LE CALOCH-KLOPFER dont le mandataire est LE CALOCH CONSULTANT a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la durée de ce marché est d'un an, reconductible maximum trois fois par tacite reconduction.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au groupement LE CALOCH-KLOPFER dont le mandataire est LE CALOCH CONSULTANT, domicilié au 66 rue Jean Baptiste Lebas – 59910 BONDUES pour un montant maximum de 44 000 € HT par an.
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2013 de la Ville (fonction 920201-nature 617).

Montpellier, le 27/1/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 23/7/2013

Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014
Contrat de co-accueil avec l'association Montpellier
Danse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, le spectacle *Rayahzone* ;
- Que deux représentations seront données les 21 et 22 janvier 2014 au théâtre Jean Vilar ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de co-accueil, présenté en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel joint en annexe, soit une estimation de 2 429 € à la charge du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations (estimées à 7 000 €) seront mises en commun entre les partenaires ;
- De dire que la Ville aura ainsi à sa charge 45% du résultat des représentations (soit une estimation de 10 037 €)
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif 2014 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

17/7 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/7 2013
Notifiée le :

MONTPELLIER DANSE

AGORA_CITÉ INTERNATIONALE DE LA DANSE

direction : Jean-Paul Montanari

Contrat de co-accueil- saison 2013-2014

Entre les soussignés :

Pour le Théâtre Jean Vilar, la Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : n°1- 1030066 et n°3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme co-organisateur .

et

Montpellier Danse

Téléphone : 04 67 60 86 60 – Fax : 04 67 60 83 06

association déclarée à la préfecture de l'Hérault

siège social : 18 rue Sainte Ursule –CS 39520 – 34961 Montpellier cedex 2,

n° Siret 322 375 882 00055 code ape 9001Z –

licences d'entrepreneur du spectacle n° 2-1041886 et n°3-1041887

représentée par son directeur, Jean-Paul MONTANARI – co-organisateur, d'autre part.

Il est rappelé ce qui suit :

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse ont décidé de co-accueillir la compagnie Frères Thabet dans leur saison 2013-2014.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse décident de diffuser un spectacle pour deux représentations données au Théâtre Jean Vilar, de l'œuvre chorégraphique suivante :

RAYAHZONE

Mardi 21 et mercredi 22 janvier 2014 à 20h – Théâtre Jean Vilar



Les tarifs pratiqués seront ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse. La capacité retenue pour ce spectacle au Théâtre Jean Vilar est de 748 places (2 fois 374 places). La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties, le quota retenu pour chacun est de 187 places par représentation, cette répartition pourra être modifiée selon les besoins de chacun.

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse assureront la communication, la promotion de leurs abonnements sur leurs programmes respectifs ainsi que la vente des places.

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse effectueront chacun la gestion des invitations compagnie, presse et protocole selon le quota respectif de places attribué à chacun.

Article 2 : Obligations du Théâtre Jean Vilar

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés. Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge les coûts d'accueil technique de la compagnie ainsi que les coûts d'accueil des spectateurs.

Le Théâtre Jean Vilar constituera l'équipe technique et louera le matériel en fonction de la fiche technique de la compagnie.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles de Montpellier Danse.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 45% du résultat de l'organisation des représentations

Le Théâtre Jean Vilar éditera la feuille de salle.

Article 3 : Obligations de Montpellier Danse

Montpellier Danse présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre Jean Vilar.

Montpellier Danse signera le contrat de cession de droits avec la compagnie et en assurera le paiement.

Montpellier Danse s'assurera que la compagnie dispose de tous les droits artistiques, notamment chorégraphiques et musicaux. Il prendra en charge les cachets des spectacles, les frais annexes éventuels et les frais d'accueil.

Montpellier Danse aura à sa charge 55% du résultat de l'organisation des représentations.

Article 5 : Clause financière

Les parties au contrat ont décidé de partager à 45% pour le Théâtre Jean Vilar et 55% pour Montpellier Danse le résultat de l'organisation des représentations selon la description budgétaire ci-jointe en annexe.

A l'issue des représentations une situation sera établie avec mise en commun de l'ensemble des charges et des recettes de billetterie avec partage du résultat.



Article 6 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait en trois exemplaires à Montpellier le 27 mai 2013

pour le Théâtre Jean Vilar , la Ville de Montpellier
Philippe SAUREL, Maire-Adjoint Délégué à la Culture


pour Montpellier Danse
Jean-Paul MONTANARI, Directeur

SAISON 2013-2014

BUDGET PRÉVISIONNEL Hors Taxes

THEATRE JEAN VILAR/ MONTPELLIER DANSE

21 et 22 janvier 2014

RAYAHZONE - Ali et Hédi Thabet

(détail des recettes et charges relatives au spectacle en montant HT)

	à charge de TJEAN VILAR	à charge de MD	TOTAL
prix de vente du spectacle (2 rep.)		16 000 €	16 000 €
frais annexes			
défraiements repas : voir budget cie du 2/4/13		1 436 €	1 436 €
hébergement : 12 personnes x 3 nuits x 110€		3 960 €	3 960 €
voyages		2 160 €	2 160 €
fret		1 400 €	1 400 €
Accueil (estimation)	500 €		500 €
Technique (estimation)	1 929 €		1 929 €
Droits d'auteur (SACD/SACEM) (12% du cachet)		1 920 €	1 920 €
TOTAL DES CHARGES	2 429 €	26 876 €	29 305 €
Billetterie Théâtre Jean Vilar HT	3 500 €		3 500 €
Billetterie Montpellier Danse HT		3 500 €	3 500 €
TOTAL DES RECETTES	3 500 €	3 500 €	7 000 €
MARGE	1 071 €	-23 376 €	-22 305 €
REPARTITION			
THEATRE JEAN VILAR (45%)			-10 037 €
MONTPELLIER DANSE (55%)			-12 268 €

MONTPELLIER DANSE

Agora, cité internationale de la danse

CS 39520 - 34061 Montpellier Cedex 02

T : 04 67 60 83 00 F : 04 67 60 83 06

SIRET : 322 375 832 00055 - APE 9001Z

Licences 2-1041886 et 3-1041887

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'approvisionnement en gaz naturel
véhicule (GNV) en station-service haute pression**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de procéder à l'approvisionnement en gaz naturel véhicules (GNV) en station-service haute pression pour les véhicules des services municipaux de la Ville de Montpellier, que le caractère exclusif de distribution de ce type de carburant par un seul opérateur économique sur l'Agglomération de Montpellier, a conduit au lancement d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, régie par l'article 35 II 8° du Code des Marchés Publics,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GNvert sur la base d'une estimation de consommation de 13 000 KG de gaz par an, pour une durée de 2 ans à compter de sa notification, et ne pouvant excéder une dépense totale de 30 000.00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60622 tout chapitre.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le *12/7/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *15/7/2013*
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2013~~ / 199

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de pots coniques et de bacs pour
le service Jardins et Espaces Naturels**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pots coniques et de bacs pour le service Jardins et Espaces Naturels, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0261), conformément aux articles 28 et 77 du code des Marchés Publics en date du 7 juin 2013, la société SOBAT, 13 rue Martin Luther King – BP 3008 34 513 BEZIERS CEDEX, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SOBAT pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 90 000.00 € HT,
Pour une durée de 2 ans à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, natures 2181-2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 12/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 15/7/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Support Microsoft : Messagerie et
collaboratif – Contrat de support -Marché 3B0449**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville d'établir un contrat de support pour les produits Microsoft avec des prestations spécifiques ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 30 mai 2013, la société NEXTEC SYSTEMS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3B0449 précité à la société NEXTEC SYSTEMS sise Immeuble Grand Ecran – 11 avenue André Roussin – 13016 MARSEILLE pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total estimé à 80 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 21/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/7/2013
Notifiée le :



Conception et réalisation du groupe scolaire Chengdu
Mission de contrôle technique
Avenant n° 1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY Adjoint au Maire délégué à la réussite éducative ;
- Vu la décision n° 2012/0101 du 8 mars 2012 « Attribution d'un marché par procédure adaptée pour une mission de contrôle technique – Conception et réalisation du groupe scolaire Chengdu, à l'entreprise Qualiconsult - 1025 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier - pour un montant total de 33 910 € HT;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de mener à bien des études complémentaires nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et d'augmenter le temps d'intervention en phases de conception, d'exécution et de travaux de 7,8 jours par rapport aux 40,5 initiaux.
- Que ces différents éléments entraînent une augmentation du montant initial du marché de 9 550 € HT portant ainsi le montant du marché à 43 460 € HT,

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 1M789 « Mission de contrôle technique lors de la conception et la réalisation du groupe scolaire Chengdu » pour un montant supplémentaire de 9 550€ HT
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer cet avenant avec l'entreprise Qualiconsult ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2013 de la Ville – Section : investissement – Fonction 90213 – Nature 2313 – Programme 2013P02 - Opération 12D06315

Montpellier, le 17/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 18/7/2013

Notifiée le :



MARCHE PUBLIC
MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE
LORS DE LA CONCEPTION ET LA REALISATION
DU GROUPE SCOLAIRE CHENGDU
AVENANT N°1

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

MAIRIE DE MONTPELLIER

Adresse : 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public.

QUALICONSLT

Adresse : Parc Club du Millénaire, Bâtiment 18, 1025 Rue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER

Téléphone : 04.67.13.80.50.

Fax : 04.67.13.80.51.

Numéro SIRET : 401 449 855 000 14

C - Objet du marché public.

■ **Objet du marché public :**

Marché n° 1M789 : « Missions de contrôle technique lors de la conception et la réalisation du groupe scolaire Chengdu »

■ **Date de la notification du marché public :** 29 mars 2012

■ **Durée d'exécution du marché public :** 36 mois

■ **Montant initial du marché public :**

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 33 910 €
- Montant TTC : 40 556,36 €

D - Objet de l'avenant.

■ **Justification du présent avenant :**

La modification de la structure, liée à un nouveau système de fondation complexe pour pallier la présence de chantiers environnants en limite sud provoquant des décompressions de terre sur les pieux, non prévisibles lors des études antérieures, nécessite de reprendre les calculs relatifs à la solidité de l'ouvrage.

Cela a pour incidence d'augmenter le temps d'intervention en phases de conception, d'exécution et de travaux de 7,8 jours par rapport aux 40,5 initiaux.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 9 550 €
- Montant TTC : 11 421,80 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 28,16 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 43 460 €
- Montant TTC : 51 978,16 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : MONTPELLIER, Le :

Pour Madame le Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services,

Jean-Paul DAYRE

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec avis de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Christophe Cordier, 36 rue du Pont de Lattes, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *Panrama* à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 4 au 20 octobre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Christophe Cordier à exposer à la galerie Saint Ravy du 4 au 20 octobre 2013 (installation à partir du 1^{er} octobre et décrochage jusqu'au 23 octobre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Christophe Cordier a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/11/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'association Montpellier Cuba Solidarité, représentée par son Président Jean-Michel Gramond, 117 rue des Etats Généraux, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 21 au 27 septembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'association Montpellier Cuba Solidarité à exposer à la galerie Saint Ravy du 21 au 27 septembre 2013 (installation à partir du 18 septembre et décrochage jusqu'au 30 septembre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Jean-Michel Gramond a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/7/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'association Living Room, représentée par Valérie Séverac, 550 avenue de la Justice de Castelnau, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une résidence et une exposition à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette résidence aura lieu du 25 août au 6 septembre et l'exposition du 6 au 14 septembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'association Living Room à occuper la galerie Saint Ravy du 25 août au 14 septembre 2013 (installation à partir du 25 août et décrochage jusqu'au 17 septembre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Valérie Séverac a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

18/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/7/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Sophie Bellot et Elodie Sabardeil, 12 bis rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, ont déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *Persistance*, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 9 au 22 août 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Sophie Bellot et Elodie Sabardeil à exposer à la galerie Saint Ravy du 9 au 22 août 2013 (installation à partir du 7 août et décrochage jusqu'au 24 août);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sophie Bellot et Elodie Sabardeil ont eu préalablement connaissance et qu'elles s'engagent à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

18/7/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/7/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'association Objectif Image, représentée par sa Présidente Florence Cayrol, BP 31254 34011 Montpellier cedex1, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *A y regarder de plus près* à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 26 octobre au 10 novembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'association Objectif Image à exposer à la galerie Saint Ravy du 26 octobre au 10 novembre 2013 (installation à partir du 24 octobre et décrochage jusqu'au 12 novembre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Florence Cayrol a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

18/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/7/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le collectif de jeunes photographes Fabien Pio, Cahuate Milk, Benjamin Sandri, représenté par Fabien Pio, 5 rue Diderot 34000 Montpellier , a déposé une demande en vue de procéder à une exposition à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 15 au 23 novembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif à exposer à la galerie Saint Ravy du 15 au 23 novembre 2013 (installation à partir du 13 novembre et décrochage jusqu'au 25 novembre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Fabien Pio a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

18/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/11/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que « Salamalech et Monsieur Garcin », représenté par Adrien Sala, 369 rue de l'Aiguelongue, 34090 Montpellier , a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *Super Héros* à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 20 décembre 2013 au 4 janvier 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser « Salamalech et Monsieur Garcin » à exposer à la galerie Saint Ravy du 20 décembre 2013 au 4 janvier 2014 (installation à partir du 18 décembre et décrochage jusqu'au 6 janvier);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Adrien Sala a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/12/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de prestations diverses à
l'organisateur du 3ème sommet économique du grand
sud sur le territoire Montpelliérain**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Que la société Ecopresse organise sur le territoire montpelliérain le 3^{ème} sommet économique du grand sud qui se tiendra au Corum le jeudi 5 décembre 2013 réunissant les acteurs économiques et institutionnels régionaux ;
- Que la ville de Montpellier est désireuse d'y participer pour des raisons d'intérêt local afin de contribuer à favoriser les échanges et les coopérations entre les régions françaises mais aussi européennes pour faire face aux enjeux et mutations auxquels les entreprises et les collectivités ont à faire face ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ecopresse a présenté une offre économiquement avantageuse concernant 20 entrées au congrès avec l'accès aux conférences et au cocktail dînatoire de la soirée de gala; 4 accès au salon VIP réservé aux conférenciers ; la tenue d'un stand Ville de 9 m2 situé dans le hall d'accueil ; la présence de notre logo et la citation sur l'ensemble des supports de communication régionaux et nationaux liés au 3ème sommet économique ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Ecopresse pour un montant de 30 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 929.

Montpellier, le 22/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/7/2013

Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Cloé Paty, 69 rue P.P Riquet, 31000 Toulouse , a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *Certaines absences* à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 10 au 19 janvier 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Cloé Paty à exposer à la galerie Saint Ravy du 10 au 19 janvier 2014 (installation à partir du 7 janvier et décrochage jusqu'au 21 janvier);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Cloé Paty a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/7/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'analyseurs de combustion
multi-combustibles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R du 10 juin 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'analyseurs de combustion multi-combustibles, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0423), conformément à l'article 28 et 77 du code des Marchés Publics, en date du 2 juillet 2013, la société ECOM 5 rue de Lisbonne 67 300 SCHILTIGHEIM a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

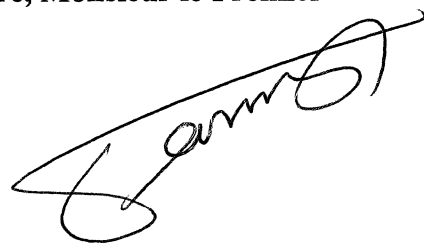
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ECOM pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000.00 € HT, pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 02/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE



Publiée le : 05/08/2013
Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de cession du spectacle Le Cid, du 27 au 29
novembre 2013

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2013-2014 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte le spectacle *Le Cid*, par la compagnie Philippe Car, Agence de voyages Imaginaires, qui sera présenté du 27 au 29 novembre 2013 ;
- Que, conformément à l'article 28 du Codes des Marchés Publics, compte tenu de l'objet du marché, ce mapa (3D0301) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

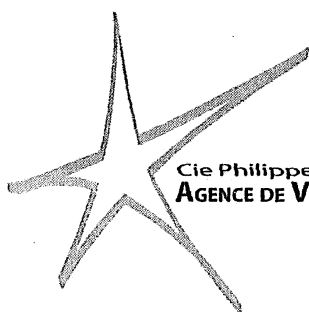
- D'approuver la signature du contrat de cession des droits de représentation du spectacle *Le Cid* avec la compagnie Philippe Car, Agence de voyages imaginaires, pour un montant de 16 500 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge le transport du décor et du personnel (545.00 € HT), les défraiements repas au tarif Syndeac (955.80 € HT) et l'hébergement des artistes et techniciens (prise en charge directe par la Ville) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

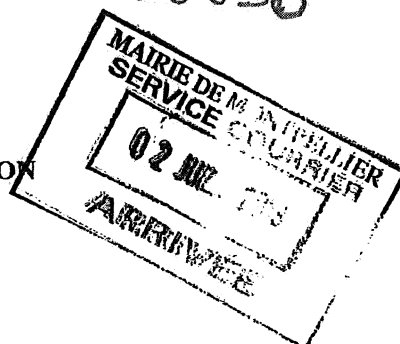
Publiée le : 26/11/2013

Notifiée le :



Cie Philippe CAR
AGENCE DE VOYAGES IMAGINAIRES

CONTRAT DE CESSION DE DROITS DE REPRÉSENTATION



ENTRE LES SOUSSIGNÉS

ASSOCIATION AGENCE DE VOYAGES IMAGINAIRES

117, traverse Bovis - 13016 Marseille

Tél. : 04 91 51 23 37

Fax : 04 91 51 23 37

E-mail : admin@voyagesimaginaires.fr

N° SIRET : 500 489 257 000 39 CODE APE : 9001Z

Licence entrepreneur de spectacles n° : 2-1064562

Représentée par Françoise GARZUEL en sa qualité de Présidente

Et par délégation de pouvoir par Anna Raisin-Dadre en sa qualité d'administratrice

Dénommé « **LE PRODUCTEUR** », d'une part

ET

VILLE DE MONTPELLIER – DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE – THEATRE

JEAN VILAR

Adresse : 1, Place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER

Téléphone : 04.67.40.76.06

SIRET : 213 401 722017 87 APE : 751 A

Licence : 1.10486.94

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, en qualité de Maire

Dénommé « **L'ORGANISATEUR** », d'autre part.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A- LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle qui fait l'objet des présentes, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à sa représentation.

B- LE PRODUCTEUR déclare bénéficier d'un subventionnement public. A ce titre L'ORGANISATEUR peut prétendre à l'exonération de la taxe parafiscale sur les spectacles.

C- LE PRODUCTEUR certifie à L'ORGANISATEUR, qu'à l'issue des représentations prévues au présent contrat, le spectacle aura été représenté moins de 141 fois, au sens défini par l'article 89 ter annexe III du code général des impôts.

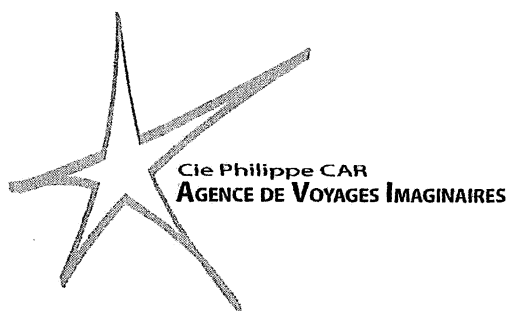
D- L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition des salles : **THEATRE JEAN VILAR** dont LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques. En aucun cas, l'ORGANISATEUR ne pourra changer le lieu du spectacle sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

CELA EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Paraphes :

Page 1 sur 6

Nombres de mots rayés nuls :



ARTICLE 1 - OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, **3 représentations** du spectacle ci-dessous défini, dans le lieu précité :

Titre de l'œuvre : **LE CID**

Auteur : d'après Corneille

Adaptation : Yves Fravega et Philippe Car

Metteur en scène : Philippe Car

Date de(s) représentation(s): **27, 28, 29 novembre 2013 à 20h00.**

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Il garantit à L'ORGANISATEUR une jouissance paisible des droits de représentations.

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation. LE PRODUCTEUR en assurera le transport aller et retour et effectuera les éventuelles formalités douanières.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire aux déchargement et chargement, aux montage et démontage, et au service des représentations. Il assurera en outre le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de ce personnel.

Il aura à sa charge les droits d'auteurs (SACD/SABAM/SACEM), le cas échéant les droits voisins et en assurera le paiement.

L'ORGANISATEUR s'engage à vérifier la conformité du lieu avec les caractéristiques reprises dans la fiche technique du spectacle fournie par le PRODUCTEUR.

En matière de publicité et d'information, L'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires (article 11).

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de ce qui précède:

la somme HT : **16 500 € (Seize mille cinq cent euros)**

T.V.A. à 5,5% : **907,5 € (neuf cent sept euros et cinquante centimes)**

Somme globale TTC : **17 407,5 € (Dix-sept mille quatre cent sept euros et cinquante centimes)**

Paraphes :

Page 2 sur 6

Nombres de mots rayés nuls :

677



L'ORGANISATEUR participera par ailleurs aux frais de transport du matériel du spectacle précité, ainsi qu'aux frais de voyage et de séjour des personnels attachés à ce dernier, pour la (les) représentation(s) faisant l'objet du présent contrat suivant le détail déterminé dans l'avenant au présent contrat.

ARTICLE 5 - JAUGE ET PRIX DES PLACES

Le prix des places est fixé par L'ORGANISATEUR.

Le nombre maximum de spectateurs admis dans la salle est de 374.

Le nombre de scolaires en séance tout public ne pourra excéder 30% du public.

ARTICLE 6 - MONTAGE / DEMONTAGE / REPETITIONS

Le lieu théâtral sera mis à la disposition du PRODUCTEUR à partir du 26 novembre 2013 à 9h, pour permettre d'effectuer le montage, les réglages et d'éventuels raccords. L'ORGANISATEUR mettra également à disposition un espace pour le montage et la réalisation des Tables Nomades. Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la représentation.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu.

ARTICLE 8 - ENREGISTREMENT / DIFFUSION

En dehors des retransmissions fragmentaires radiodiffusées ou télévisées du spectacle, d'une durée de 3 minutes au plus, pour une diffusion dans un journal ou un magazine d'actualités générales (national ou régional) radiodiffusé ou télévisé, ou une émission spécialisée dans les informations d'actualités culturelles (nationale ou régionale), toute autre diffusion de tout ou partie du spectacle nécessitera l'accord du PRODUCTEUR.

ARTICLE 9 - PAIEMENT

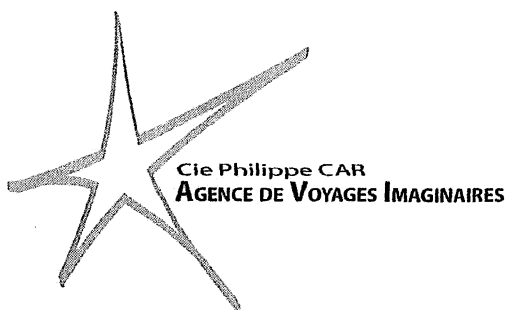
Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR sera effectué à l'issue de la représentation par chèque ou virement bancaire à l'ordre de l'AGENCE DE VOYAGES IMAGINAIRES sur présentation de facture.

ARTICLE 10 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure prévue par la loi. Il en sera de même pour toute maladie ou accident (dûment constaté) d'un des artistes mettant la troupe dans l'impossibilité de donner le spectacle. On entend par cas de force majeure, des circonstances qui se sont produites après la signature du contrat, en raison de faits d'un caractère imprévisible et insurmontable et qui ne peuvent pas être empêchés par les cocontractants et notamment : catastrophe naturelles, tempêtes, cyclones, guerres, insurrection, incendie, grève des services publics. En cas de force majeure le cocontractant empêché avertira par fax et lettre exprès immédiatement l'autre partie afin de suspendre le contrat, cette dernière se réserve alors le droit d'y mettre un terme sans indemnités d'aucune sorte.

En cas de désir de reconduction du contrat après cessation des circonstances qui empêchent son exécution,

Paraphes :



les deux parties se réservent une nouvelle négociation.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 11 - Dispositions particulières

Les invitations consenties par l'ORGANISATEUR au PRODUCTEUR sont de deux ordres :

- celles destinées à l'équipe de production pour leur usage personnel : **10** par représentation
- celles destinées aux professionnels du secteur susceptibles de promouvoir et de diffuser le spectacle : **10** par représentation

Si elles ne sont pas utilisées, elles seront vendues au plus tard 15 minutes avant le début de la représentation.

***MENTIONS OBLIGATOIRES SUR LES DOCUMENTS DE COMMUNICATION**

Production : Agence de Voyages Imaginaires

Coproductions : Marseille-Provence 2013-Capitale Européenne de la Culture, Théâtre du Gymnase/Marseille, Théâtre des Sablons/Ville de Neuilly, Espace Diamant/Ville d'Ajaccio, Cratère/Scène nationale d'Alès. Création soutenue par la SPEDIDAM, l'Institut Français Paris et Région PACA, l'Institut Français d'Espagne et l'Institut Français du Maroc. L'Agence de Voyage Imaginaires est subventionnée par la Ville de Marseille, le Ministère de la Culture et de la Communication/DRAC PACA, la Région PACA et le Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

Crédit photos: Elian Bachini (photos libres de droits pour les reproductions pour les plaquettes de saison et la presse ; autres : consulter le producteur)

ARTICLE 12 - Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

Fait à Marseille, le 28/01/13 en 2 exemplaires

Le **PRODUCTEUR***

L'ORGANISATEUR*

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Agence de Voyages Imaginaires

117, traverse Bovis - L'Estaque

13016 MARSEILLE

Tél. +33 (0)4 91 51 23 37

Siret 500 489 257 00039



AVENANT N° 1
relatif aux frais liés à l'exécution du contrat

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

ASSOCIATION AGENCE DE VOYAGES IMAGINAIRES

117, traverse Bovis - 13016 Marseille

Tél : 04 91 51 23 37 Fax : 04 91 51 23 37

E-mail : admin@voyagesimaginaires.fr

N° SIRET : 500 489 257 000 13

CODE APE : 9001Z

Licence entrepreneur de spectacles n° : 2-1064562

Représentée par Françoise GARZUEL en sa qualité de Présidente

Et par délégation de pouvoir par Anna Raisin-Dadre en sa qualité d'administratrice

Dénommé « **LE PRODUCTEUR** », d'une part

ET

**VILLE DE MONTPELLIER – DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE – THEATRE
JEAN VILAR**

Adresse : 1, Place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER

Téléphone : 04.67.40.76.06

SIRET : 213 401 722017 87 APE : 751 A

Licence : 1.10486.94

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, en qualité de Maire

Dénommé « **L'ORGANISATEUR** », d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

L'ORGANISATEUR prend en charge :

Transport décor et personnel	€545,00
forfait de Marseille	
Défraiements repas au tarif Syndeac	€955,80
54 repas * 17,70€ (6 le 26/10; 16 le 27,28,29 oct 2013	
Hébergement PRISE EN CHARGE DIRECTE	
8 singles les 26,27,28,29 oct 2013	
Nos équipes sont sur la route toute l'année. Merci de prendre soin des hôtels et de réserver des chambres au calme.	
Affiches	€-
20 gratuites + frais de port	
au dela : 0,30 €/ unité + frais de port	
TOTAL FRAIS ANNEXES HT	1 500,80 €
TOTAL TVA 5,5%	82,54 €
TOTAL TTC	1 583,34 €

Le paiement de ces frais au **PRODUCTEUR** interviendra sur présentation d'une facture au plus tard le jour de la dernière représentation par virement ou par chèque bancaire.

Fait à Marseille, le 23/10/10, en 2 exemplaires

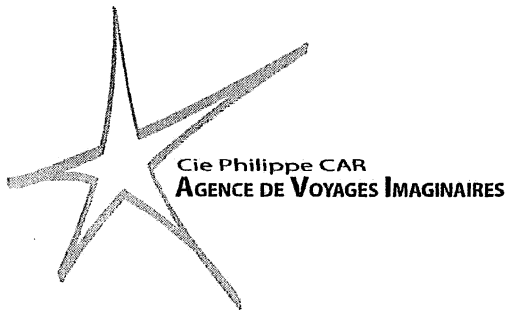
Le **PRODUCTEUR** Agence de Voyages Imaginaires
117, traverse Bovis - L'Estaque

L'ORGANISATEUR*

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Paraphes : 13016 MARSEILLE
Tél. +33 (0)4 91 51 23 37
Siret 500 489 257 00039

Nombres de mots rayés nuls :



AVENANT N° 2
Fiche technique du spectacle

ASSOCIATION AGENCE DE VOYAGES IMAGINAIRES

117, traverse Bovis - 13016 Marseille

Tél. : 04 91 51 23 37 Fax : 04 91 51 23 37

E-mail : admin@voyagesimaginaires.fr

N° SIRET : 500 489 257 000 13

CODE APE : 9001Z

Licence entrepreneur de spectacles n° : 2-1064562

Représentée par Françoise GARZUEL en sa qualité de Présidente

Et par délégation de pouvoir par Anna Raisin-Dadre en sa qualité d'administratrice

Dénommé « **LE PRODUCTEUR** », d'une part

ET

**VILLE DE MONTPELLIER – DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE – THEATRE
JEAN VILAR**

Adresse : 1, Place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER

Téléphone : 04.67.40.76.06

SIRET : 213 401 722017 87 APE : 751 A

Licence : 1.10486.94

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, en qualité de Maire

Dénommé « **L'ORGANISATEUR** », d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

L'ORGANISATEUR s'engage à respecter la fiche technique ci-jointe et à fournir le personnel et le matériel ci dessous demandés pour la bonne réalisation du spectacle.

Fiche technique qui devra être paraphée et signée, jointe au contrat.

Le PRODUCTEUR s'engage à ne pas modifier ses demandes techniques une fois le présent contrat signé par les deux contractants.

Fait à Marseille, le 18/06/13 en 2 exemplaires

Le **PRODUCTEUR***

L'ORGANISATEUR*

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Lu et approuvé
Agence de Voyages Imaginaires
117, traverse Bovis - L'Estaque
13016 MARSEILLE
Tél. +33 (0)4 91 51 23 37
Siret 500 489 257 00039

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation et commercialisation de 3
catalogues d'exposition pour le Carré Sainte Anne
Annule et remplace la décision n°2013/0123**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les expositions d'art contemporain présentées au Carré Sainte Anne ont vocation à bénéficier d'un catalogue dédié, réalisé et commercialisé par un éditeur spécialisé ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 2 avril 2013, les éditions Liénart ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Qu'à la suite d'une erreur matérielle, la décision initiale fait référence au mapa 3B0290 et non au mapa 3C0290

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3C0290 aux éditions Liénart, 2 rue Marcelin Berthelot, 93100 Montreuil sous Bois, pour un montant de 37 500.00 € HT pour l'offre de base ainsi que 700.00 € HT pour l'option 5/2 (traduction de 20 000 signes) pour deux des trois catalogues, soit un montant global de 38 200 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 26/7/2013
Notifiée le :



**Direction Aménagement Programmation Service
Déplacements Observatoire
Création d'une régie de recettes
Pour l'exploitation du parking Jacques Cœur**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 0081 du 23 avril 2013, relative à l'exploitation du parc de stationnement du bassin Jacques Cœur,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 02/07/2013
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour répondre au besoin de stationnement dans le quartier Port Marianne, et dans l'attente de la livraison d'un parking en cours de construction à proximité immédiate, il a été décidé d'attribuer par un marché, l'exploitation du parking provisoire « bassin Jacques Cœur » au prestataire T.A.M (Transports de l'Agglomération de Montpellier). De ce fait, il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits d'exploitation du parking susnommé.

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est institué une régie de recettes pour le Parking Jacques Cœur, rattachée hiérarchiquement auprès de la Direction Aménagement Programmation pour permettre l'encaissement des droits d'exploitation du dit Parking.

Cette régie, dans le cadre du marché attribué, sera installée dans les locaux de la TAM, 125, rue Léon Trotski, CS 60014, 34075 Montpellier.

Article 2 : La régie encaisse les produits d'exploitation du parking.

Article 3 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Carte bancaire (caisse automatique)

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique. Ces recettes seront imputées au chapitre 928

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permettra l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : L'intervention du ou des mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 7500 €.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

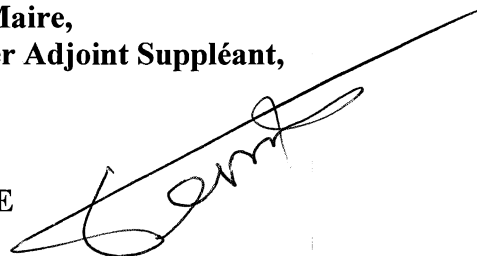
Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/08/2013

Pour Madame Le Maire,
Monsieur le Premier Adjoint Suppléant,

Serge FLEURENCE



Publiée le : 08/08/2013

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2013~~ 215

**Mission de diagnostic auprès des populations Roms,
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place
d'un village d'insertion et de projets de coopération
décentralisée**

**Attribution d'un marché passé
selon une procédure adaptée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la mission de diagnostic auprès des populations Roms et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un village d'insertion et de projets de coopération décentralisée pour la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 28 mai 2013, le prestataire ALJ 93 – 51, rue de la Commune de Paris – 93 000 AUBERVILLIERS – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au prestataire ALJ 93, pour un montant de 119 968 € H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (925/520/617) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs au marché.

Montpellier, le 19/7/2013

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 21/7/2013
Notifiée le :



**Folies architecturales du XXI^{ème} siècle - Folie Richter
- Réalisation d'une maquette 3D interactive**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2886/T/R en date du 10 octobre 2012 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions.

Considérant :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la consultation pour la réalisation de la Folie Richter (une des douze Folies architecturales du XXI^{ème} siècle projetées à Montpellier), de confier la réalisation d'une maquette 3D interactive modélisant l'environnement et permettant l'intégration dans la maquette de trois projets architecturaux (suivant les prescriptions techniques remises aux équipes de promoteurs/architectes).
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 5 juin 2013 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société In Situa a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°3B0455 à la société In Situa pour un montant total de 9 900 €HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2013 de la Ville : **Fonction : 908241**

Montpellier, le **26/7/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : **29/7/2013**
Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0217

AVENANT AU MARCHE ACQUISITION ET MISE EN OEUVRE D'UN LOGICIEL DE GESTION DES REGIES

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à Mr Max LEVITA, Adjoint au Maire,
- Vu l'arrêté n° 2013/1328/T/R autorisant la suppléance de M. LEVITA par Mme SOUCHE, Adjointe au Maire ;

Considérant :

Que la Ville de Montpellier a conclu le marché n° 2M67 d'un montant de 134 303.60 € avec la société GFI PROGICIELS par décision n° 2013/0014 pour l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies.

Que suite à la modification du calendrier de mise en œuvre du logiciel de gestion des régies, il convient de :

- Reporter la date de mise en œuvre du logiciel de gestion relative au Maisons Pour Tous au 1^{er} semestre 2014.
- De prolonger le délai d'exécution du marché pour la tranche ferme jusqu'au 1^{er} septembre 2014.
- De préciser les modalités de paiement prenant en compte le nouveau calendrier.

Le montant du marché reste inchangé.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer l'avenant et tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 30/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée


Régine SOUCHE

Publiée le :
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : GFI PROGICIELS

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Acquisition et mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies

N° du marché : 2M67

Notifié le : 13 février 2013

Montant initial du marché :

Montant HT : 134 303.60 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le calendrier de mise en œuvre du logiciel de gestion des régies est modifié. La mise en œuvre relative aux Maisons pour Tous est reportée au 1^{er} semestre 2014.

ARTICLE 2

Le délai d'exécution du marché pour la tranche ferme est prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 2014.

ARTICLE 3

Suite à ce report de calendrier, les modalités de paiement sont révisées :

- 30% du montant de la tranche ferme hors maintenance à la Mise en Ordre de Marche (MOM) qui conformément au CCAP sera prononcé un mois après l'installation du logiciel soit juin 2013.
- 30% du montant de la tranche ferme hors maintenance à la VA (vérification d'Aptitude) prévue 4^{ème} trimestre 2013.

- 30% du montant de la tranche ferme hors maintenance à la VSR (Vérification du Service Régulier) de la mise en œuvre de la phase 1 (ALSH) prévue 1^{er} semestre 2014.
- 10% à l'Admission après la mise en œuvre des deux phases (ALSH et Maison Pour Tous) planifiée le 1^{er} septembre 2014.

ARTICLE 4

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



DROIT DE PREEMPTION
ZAD Vincent AURIOL
Propriété SEBASTIAN
Route de Ganges
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 7 février 2007 approuvant la création de la zone d'aménagement différé "Vincent Auriol";
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé "Vincent Auriol";
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 définissant les compétences en matière de développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 18 juillet 2013;
- Vu l'estimation des Services Fiscaux du 3 juillet 2013.

Considérant :

- que le 5 juin 2013, Monsieur et Madame Michel SEBASTIAN ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain supportant une petite construction, situé route de Ganges au lieu-dit la Blanquette et cadastré section AB 208, 223 et 225 pour une contenance totale de 3 129 m² au prix de 700 000 €;
- que la propriété des époux SEBASTIAN est située dans la zone d'aménagement différé " ZAD Vincent Auriol" créée notamment afin d'aménager des zones d'activités;
- que dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique définie par l'arrêté préfectoral n° 2001-2828 du 13 juillet 2001, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment la faculté au titre de cette compétence de mener des actions ou des aides financières en faveur des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire;

- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption pour son compte afin de constituer une réserve foncière sur cette propriété qui constitue une opportunité afin d'organiser l'accueil ou l'extension des activités économiques, ce projet étant conforme aux objectifs de la ZAD "Vincent Auriol", du schéma de cohérence territoriale de l'Agglomération de Montpellier et du PLU de la Ville de Montpellier;

- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à la Communauté d'Agglomération qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame Michel SEBASTIAN, située route de Ganges au lieu-dit la Blanquette, cadastrée section AB 208, 223 et 225, au prix de 312 900 €;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure judiciaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers- payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

Montpellier, le 25 JUL. 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26/7/2013
Notifiée le :



**Convention de mise à disposition
de Créneaux au Centre Aquatique Neptune entre
la Ville de Montpellier et la
Communauté d'Agglomération de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 19 Septembre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de réserver des créneaux de piscine dans le cadre de l'organisation des activités péri – scolaires, portant sur un cycle d'apprentissage mené par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour l'année scolaire 2013 – 2014 ;
- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier propriétaire du Centre Aquatique Neptune accepte de mettre à disposition de la Ville un couloir, le Jeudi de 17h15 à 18h15 du 16 Septembre 2013 au 31 Mai 2014 ;

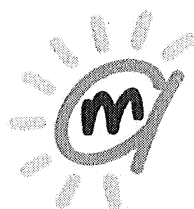
Décide en conséquence :

- de passer une convention de mise à disposition de créneaux au Centre Aquatique Neptune avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixant les limites d'intervention pour la période du 16 Septembre 2013 au 31 Mai 2014, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2013, soit 5.40 € le couloir de l'heure ;
- de dire qu'il sera appliqué un nouveau tarif pour 2014, en fonction de la délibération qui sera prise par le Conseil d'Agglomération de Montpellier ;
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville (LC 14946-nature 6238-fonction 924)
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Conseiller
délégué aux Sports
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/9/2013
Notifiée le :



Montpellier
Agglomération

CONVENTION

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 50 place ZEUS – CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, dûment habilité en vertu de la
décision n°D2013-118 du 30 avril 2013,
d'une part,

ET

MAIRIE DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2,
représenté par Madame Hélène MANDROUX, agissant en sa qualité de Maire,
d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Communauté d'agglomération de Montpellier met à la disposition de la Mairie de Montpellier des créneaux au Centre Nautique Neptune.

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

<i>JOURS</i>	<i>HORAIRES</i>	<i>NBRE DE COULOIRS</i>	<i>BASSIN</i>	<i>PERIODE</i>
JEUDI	De 17h15 à 18h15	1	Intérieur	Du 16/09/13 au 31/05/14

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, **la Mairie de Montpellier** versera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, arrêté par délibération du Conseil. Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelque soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, avant service fait et correspondra à la facture détaillée, préalablement établie.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, **la Mairie de Montpellier** est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- La photocopie du récépissé de déclaration d'association à la Préfecture, ainsi que l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités qui lui sont autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.
- Les tarifs et droits acquittés par ses adhérents pour les activités, objet de la présente convention.
- La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.
- Le nom du responsable des séances, ainsi qu'une photocopie attestant de la réussite de son diplôme du B.E.E.S.A.N. Cette même personne devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'association est tenue d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Elle s'engage à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activité.
- Pour le dernier créneau du soir, pour des raisons de sécurité, l'encadrement et les adhérents de l'association sortiront avec l'agent chargé de fermer l'établissement.
- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf à la piscine Antigone compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.
- Lors de l'entrée dans l'établissement, chaque adhérent devra s'identifier, en présentant à l'agent d'accueil, sa carte d'adhésion au club. Les adhérents ne pourront accéder les vestiaires sans la présence d'un responsable du club.
- En cas d'enchaînement de plusieurs créneaux successifs, un représentant du club contrôlera la sortie et l'entrée de ses adhérents sur les différents créneaux.
- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.
- Pour les stages, prévus durant les petites vacances scolaires, les demandes devront impérativement être transmises à la Direction des Sports, une semaine avant les vacances scolaires précédentes, soit huit semaines avant la date de début du stage.

Article 6 : Gestion de l'établissement

La Communauté d'Agglomération représentée par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 16 septembre 2013 au 31 mai 2014 hormis les vacances scolaires**. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

Article 8 : Résiliation

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour motifs légitimes liés aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé

Lu et Approuvé

Pour La Communauté d'Agglomération
de Montpellier :

Pour la Mairie de Montpellier:

Le Vice-Président,

Le Maire,

J. MARTIN
Délégué aux Sports.

Hélène MANDROUX.



**Etude de requalification urbaine de la
Cité Paul Valéry (quartier Croix d'Argent).
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée n° 2C0003**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégations de fonctions à **Monsieur Michael DELAFOSSE**, adjoint délégué à l'urbanisme ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude urbaine en vue de la requalification des espaces ouverts au public de la Cité Paul Valéry (quartier Croix d'Argent),
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 30 mai 2013 au 20 juin 2013 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, le groupement « **ATELIER VILLES ET PAYSAGES** » et « **LA MAISON DE L'INITIATIVE** » a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au groupement « **ATELIER VILLES ET PAYSAGES** » et « **LA MAISON DE L'INITIATIVE** » pour un montant de **41 290 € HT** pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.

Nature : 2031 - Fonction : 908 241

Montpellier, le **26/7/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : **29/7/2013**
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0226

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation de documents de communication
pour la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le marché de création et de suivi de réalisation des outils de communication et de signalétique de la Panacée a été confié à la société ABRèGe- Kidnap your designer ;
- Que le titulaire du marché d'impression de documents de la Ville n'était pas en mesure de répondre aux exigences techniques de ABRèGe pour la réalisation de certains documents ;
- Qu'une demande de devis a ainsi été faite pour la réalisation de cette prestation ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3D0271) à l'imprimerie PAUWELS, groupe Impresorariane, 25 avenue Ariane, 1200 Bruxelles, pour un montant de 32 706 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 01/08/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: fourniture et pose d'éléments de signalétique
pour la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la conception et le suivi de réalisation de la signalétique de la Panacée ont été confiés à la société ABRèGe – Kidnap your designer ;
- Que dans ce cadre il convient de réaliser les divers éléments de signalétique, dans le respect des contraintes techniques, du projet artistique et de l'enveloppe budgétaire allouée à l'opération ;
- Qu'à la suite d'une consultation, réalisée en février 2013, la société FIL ROUGE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de fourniture et pose d'éléments de signalétique pour la Panacée (mapa 3B0478) à la société FIL ROUGE (Ouest Signalétique Services), route de Chartres, 28190 Dangers, pour un montant de 20 202.87 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/7/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 01/08/2013
Notifiée le :

Marché n° 3B0511
**Etudes acoustiques pour le projet de réaménagement
de l'allée du Tiers-Etat**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2886/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature de Monsieur Michaël Delafosse, adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1865/T/R, donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michael DELAFOSSE du 29 juillet au 05 août 2013 ;

Considérant :

- qu'il y a lieu, dans le cadre du projet de réaménagement de l'allée du Tiers-Etat, de réaliser les études acoustiques préalables à la réalisation du projet ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20 juin 2013 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société Conseil Ingénierie Acoustique a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°3B0511 à la société Conseil Ingénierie Acoustique pour un montant total de 8 000 €HT pour la tranche ferme, 12 000 €HT pour la tranche conditionnelle n°1, et 400 €HT par logement (avec un maximum de 45 logements) pour la tranche conditionnelle n°2 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2013.

Fonction : 908241

Montpellier, le 01/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 02/08/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public passé selon la
procédure adaptée pour l'Achat de vêtements de
travail**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1323/T/R du 10 juin 2013 donnant la délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements de travail, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3C0225), conformément à l'article 28-I et 77 du code des Marchés Publics, en date du 7 mai 2013, la société EPSI 375 rue Mayor de Montricher Pôle d'activités des milles 13 854 AIX EN PROVENCE Cedex 3 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EPSI pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 90 000 € HT,
Ce marché est conclus à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2013.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60636, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le **02/08/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant**

Serge FLEURENCE

Publiée le : **05/08/2013**
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'Achat de caveaux funéraires en béton 2
et 4 places**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R du 10 juin 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de caveaux funéraires en béton 2 et 4 places, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0446), conformément à l'article 28-I du code des Marchés Publics, en date du 4 juin 2013, la société BONNA SABLA SNC, 31 place ronde quartier Valmy 92 986 LA DEFENSE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société BONNA SABLA SNC pour un montant total de 34 443.24 € HT,
C'est un marché unique ordinaire. La durée se confond avec le délai d'exécution.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, natures 2128, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le **02/08/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant**

Serge FLEURENCE

Publiée le : **05/08/2013**
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'Achat et Livraison de goûters de Noël**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1323/T/R du 10 juin 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat et Livraison de goûters de Noël, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0490), conformément à l'article 28 et suivant les dispositions de l'article 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 3 juillet 2013, la société ENI GOURMET 371 avenue du Marché Gare 34 070 MONTPELLIER CEDEX 2 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

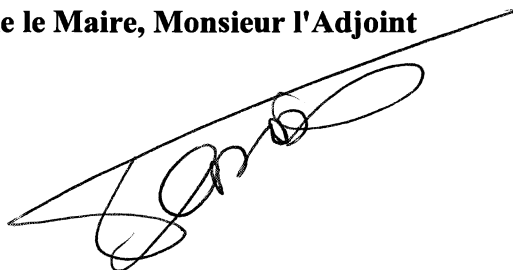
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EMI GOURMET pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 900.00 € HT,
Pour une durée de 3 mois à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 02/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Publiée le : 05/08/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Gestion du cycle de vie de l'information –
Assistance à maîtrise d'ouvrage**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre d'un groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques adopté par délibération n° 2012/396; du Conseil Municipal du 23 juillet 2012, il convient de mettre en place une solution de gestion du cycle de vie de l'information à la Ville de Montpellier et au CCAS ;
- Qu'il est nécessaire de faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le recensement et l'étude des informations numériques, l'évaluation des coûts d'un système d'archivage électronique, l'identification des besoins organisationnels, la présentation par étape du projet, la rédaction du dossier de consultation des entreprises et la préparation commune de l'analyse des offres ;
- Qu'une consultation a été lancée le 13 juin 2013 pour la « Gestion du cycle de vie de l'information – Assistance à maîtrise d'ouvrage » conformément aux articles 28 et 72 du code des marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0523) à la société Parker Williborg, 77 boulevard Haussmann, 75008 Paris, pour une durée de six mois pour la tranche ferme et d'un an pour la tranche conditionnelle, à compter de la date de notification, et un montant total de 63 440 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, fonction 903 ;

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 06/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 07/08/2013
Notifiée le :

**EMPRUNT DE 1,5 MILLIONS D'EUROS AUPRES
DU CREDIT FONCIER DE FRANCE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R donnant délégation à M. Serge FLEURENCE ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget 2013,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition du Crédit Foncier de France conjointement avec la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

Montant : 1.500.000 euros

Phase de mobilisation des fonds jusqu'au 25/06/2014 sur la base du taux fixe garanti annuel de 3.94%

Phase de consolidation des fonds au 25/06/2014 au taux fixe annuel garanti de 3.94%

Base de calcul : Exact/360

Périodicité : annuelle

Durée : 15 ans (à compter de la date de versement des fonds)

Amortissement constant

Commission d'engagement de 0.20% (soit 3.000 euros)

Possibilité de se libérer par anticipation de tout ou partie du montant du prêt moyennant un préavis de 60 jours avant l'échéance et le paiement d'une indemnité actuarielle

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus auprès;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'offre décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 07/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE

Publiée le : 08/08/2013
Notifiée le :





**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Expertise Financière

**Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision n° 2013/0236

EMPRUNT DE 5,5 MILLIONS D'EUROS AUPRES DE LA BANQUE POSTALE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R donnant délégation à M. Serge FLEURENCE pendant l'absence de M. Max LEVITA ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget 2013,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions,
- Qu'après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2013-02 y attachées proposées par la Banque Postale et dont les principales caractéristiques sont rappelées ci-après,

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

Score Gissler : 1A

Montant : 5.500.000,00 EUR

Durée : 15 ans et 10 mois

Objet : Financer les investissements

Phase de mobilisation

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée : 10 mois

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation

Montant minimum : 15.000,00 EUR

Taux d'intérêt annuel : index EONIA post fixé assorti d'une marge de +1.82%

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 01/07/2014 au 01/07/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 01/07/2014 par arbitrage automatique.

Montant : 5.500.000,00 EUR

Durée d'amortissement : 15 ans

Taux d'intérêt annuel : à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : index EURIOBR 12 mois, assorti d'une marge de +1.44 %

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéance d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année (s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0.65%. A titre d'illustration, le remboursement anticipé sollicité au cours de la 7ème année de vie de la tranche entraînerait une indemnité de remboursement anticipé de 5.85 % applicable au montant du capital remboursé par anticipation.

Option de passage à taux fixe : possible le 01/07/2014 et à une date d'échéance d'intérêts postérieure

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû. Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulée.

Toutefois à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé.

Commissions

Commission d'engagement : 0.15 % du montant du contrat de prêt soit 8.250,00 EUR

Commission de non utilisation : 0.10 %

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux offres décrites ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans les contrats et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 07/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE

Publiée le : 08/08/2013
Notifiée le :





**EMPRUNT DE 1,5 MILLIONS D'EUROS AUPRES
DE LA SOCIETE GENERALE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R donnant délégation à M. Serge FLEURENCE pendant l'absence de M. Max LEVITA,

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget 2013 de la Ville,
 - Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Société Générale répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :
- Montant : 1.500.000 euros
 - Phase de mobilisation jusqu'au 30/06/2014 indexée sur euribor 1 à 12 mois + 150 pb
 - Commission de non utilisation de 0.20% l'an perçue semestriellement à terme échu sur l'encours moyen non utilisé
 - Phase de consolidation sur taux fixe trimestriel ; taux indicatif départ 30/06/2014 de 3.75 % (cotation du 26/06/2013)
 - Base de calcul des intérêts : Exact/360
 - Durée : 15 ans
 - Amortissement constant
 - Indemnité actuarielle en cas de remboursement par anticipation

Décide en conséquence :

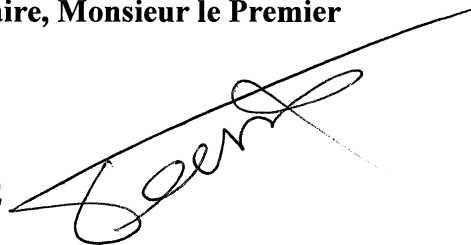
- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus, étant entendu que le taux fixe précisé ci-dessus est indicatif et fera l'objet d'une cotation définitive au moment de la mise en place du contrat ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux offres décrites ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans les contrats et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 07/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
adjoint suppléant

Serge FLEURENCE

Publiée le : 08/08/2013
Notifiée le :



**Marché négocié de prestations de service avec le club
de haut niveau
SASP Montpellier Rugby Club
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du rugby en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2013 – 2014. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 5 Juillet 2013, faite auprès du Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la SASP Montpellier Rugby Club, le marché 3D0202 , pour l'ensemble des services à exécuter (soit 30 abonnements en loge comprenant notamment des places dans la loge centrale et les prestations) pour un montant total de 135 000 € H.T soit 144 038.40 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SASP Montpellier Rugby Club pour un montant de 135 000 € H.T, soit 144 038.40 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **02/08/2013**

Pour Madame le Maire / Monsieur le Conseiller
Spécial délégué aux Sports


Patrick VIGNAL

Publiée le : **05/08/2013**
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de recharges hermétiques pour
poubelle**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1332/T/R du 10 juin 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de recharges hermétiques pour poubelle », qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0445), conformément à l'article 28 et 77 du code des Marchés Publics, en date du 28 juin 2013, la société CIRCUIT COURT CRECHES Zone artisanale 7 rue Gilles ROBERVAL 33 510 ANDERNOS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société CIRCUIT COURT CRECHES pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 25 000.00 € HT pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 07/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE

Publiée le : 08/08/2013
Notifiée le :



**Direction Aménagement
Programmation**

Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0240

**Requalification et création des espaces publics de 4
sites identifiés dans le volet urbain du projet Campus**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2886/T/R en date du 10 octobre 2012 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1865/T/R, donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michael DELAFOSSE du 29 juillet au 05 août 2013.

Considérant :

- qu'il y a lieu dans le cadre du projet Campus à Montpellier de confier la réalisation d'une étude de requalification et d'aménagement des espaces publics existants ou futurs (de niveau avant-projet sommaire) avec faisabilité technique et financière (chiffrage économique) de 4 espaces publics: les places de la Voie Domitienne et Eugène Bataillon, et les deux secteurs d'Arnaud de Villeneuve et du Pôle Balard ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 juin 2013, organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société A. Garcia Diaz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°3C03468331 à l'agence A. Garcia Diaz pour un montant de 77 360 €HT pour la tranche ferme, de 21460 €HT pour la tranche conditionnelle n°1 et d'un montant maximum correspondant à 15 journées de travail supplémentaires pour la tranche conditionnelle n°2 ;
- d'autoriser Madame le maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2013 de la Ville. **Fonction : 908241**
Nature : 2031.

Montpellier, le 02/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 05/08/2013
Notifiée le :



Direction de la
Communication
Direction de la
Communication

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0241

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la participation de la ville à la 65ème
foire internationale de Montpellier du 11 au 21 octobre
2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2013/1332/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la 65ème foire internationale de Montpellier du 11 au 21 octobre 2013, cette participation se concrétise par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la SAEML Enjoy Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à SAEML Enjoy Montpellier pour un montant de 35 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 929 nature 6135 et 6233.

Montpellier, le 09/08 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Serge FLEURENCE

Publiée le : 12/8 2013
Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/242

Direction de la Culture et du Patrimoine
La Panacée
Modification d'une régie d'avance
Extension des dépenses autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 309 du 26 juillet 2012, relative à la création d'une régie d'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2013,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement de petit matériel, il est nécessaire d'étendre les dépenses de la régie de la Panacée, au paiement de cartes téléphoniques prépayées pour l'achat d'applications en ligne.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance « La Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,

Article 2 : La régie est installée 14, rue de l'école de Pharmacie, 34000 Montpellier.

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes :

- Petit matériel, papeterie, livres, **cartes téléphoniques prépayées pour l'achat d'applications en ligne**, catalogues et documentation, travaux d'impression et tirages photos, petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, de scénographie, petites prestations d'artistes, location de matériel audiovisuel, de véhicules, transports d'œuvres d'art, frais postaux.

- Frais de réception, déplacement, hébergement, restauration, parking pour les artistes ou invités, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles,
- Acompte sur contrats de cession,

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Numéraire
- Carte bleue

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 4 000 €.

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

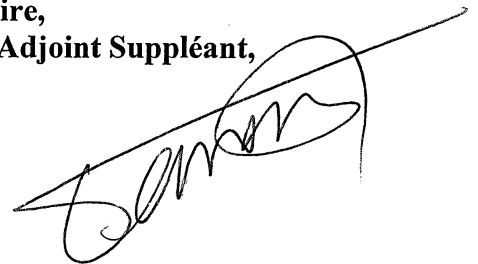
Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 09/08/2013

Pour Madame Le Maire,
Monsieur le Premier Adjoint Suppléant,

Serge FLEURENCE



Publiée le : 12/08/2013

Notifiée le :



**Marché négocié de prestations de service avec le club
de haut niveau
SASP Montpellier Hérault Sport Club
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2013 – 2014. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 9 Juillet 2013, faite auprès du Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, le marché 3D0201, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 28 places avec prestations de loge, de la panneautique au sein du stade, et des abonnements en tribune (67 places au total) pour un montant total de 110 730 € H.T., soit 129 350 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SASP Montpellier Hérault Sport Club pour un montant de 110 730 € H.T., soit 129 350 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller
délégué aux Sports

Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/08/2013

Notifiée le :

Direction de L'Action Territoriale
« Modification des régies d'avances et de recettes
Pour l'activité des Maisons Pour Tous »

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n° 2010/0549 du 29/12/2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous,
- Vu la Décision n° 2011/0010 du 21/01/2011 portant sur la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes
- Vu la Décision n° 2011/0045 du 08/02/2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29/12/2010
- Vu la Décision n° 2011/0208 du 20/05/2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous,
- Vu la Décision n° 2011/313 du 21/07/2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers.
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2013

- Vu l'arrêté n°20011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour améliorer le fonctionnement de six Maisons Pour Tous, il convient d'augmenter le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver.

Décide en conséquence :

Article 1 : Que depuis le 11 février 2011 la régie Pierre Azéma est clôturée, et la régie Fanfonne Guillerme est réinstallée.

Article 2 : Les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de l'Action Territoriale, sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaire	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnau
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
Gorge Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux
Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	43, rue Tour Gayraud

Article 3 : Les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).

Article 4 : Les régies encaissent les produits suivants :

- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles),
- La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles,
- Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs,...),
- Les cartes animation Sports,
- Les encaissements pour compte de Tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et ces Tiers.

Article 5 : Les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

710

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- CESU,
- Chèques vacances,
- Virements d'organismes.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances/factures ou cartes d'abonnement.

Article 6 : Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 4.

Article 7 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie.
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes.
- Les reversements des recettes perçues pour le compte de tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et ces tiers.

Article 8 : Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire.
- Chèques.

Article 9 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 4.
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie.
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

Article 10 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 11 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous **sauf pour :**

- **Maison Pour Tous Marcel PAGNOL**
- **Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE**
- **Maison Pour Tous Léo LAGRANGE**
- **Maison Pour Tous André CHAMSON**
- **Maison Pour Tous Albert CAMUS**
- **Maison Pour Tous VOLTAIRE**

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

Article 12 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.

Article 13 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 14 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

Article 15 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 16 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

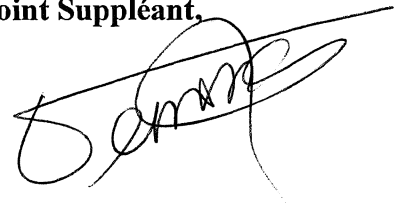
Article 17 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 18 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/8/2013

Pour Madame Le Maire,
Monsieur le Premier Adjoint Suppléant,

Serge FLEURENCE



Publiée le : 12/8/2013

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **813 1245**

Contentieux
Procédure d'expulsion
Occupation illégale des terrains situés avenue Albert
Einstein dit « Zénith 2 »
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les terrains situés 3024 avenue Albert Einstein, dit « Zénith 2 », parcelles cadastrées RB 18 et RB 20, propriété de la Ville, sont occupés illégalement par plus d'une centaine de personnes qui y ont installé des caravanes et des habitations en tôle ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville,

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **08/08/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : **09/08/2013**
Notifiée le :

713

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0246

**Marché passé selon une procédure adaptée
Prestations d'audiotypie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'absence de Mme le Maire du 23 juillet au 1^{er} septembre 2013 ;
- Vu l'arrêté n° 2009/20 du 31 mars 2009 permettant d'assurer à M. FLEURENCE la suppléance de Mme le Maire en son absence ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de désigner un prestataire d'audiotypie pour la retranscription des séances publiques du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, ainsi que les séances du Comité Technique Paritaire et des jurys de concours de maîtrise d'œuvre ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 21/06/2013, la société H2 COM sis 174 rue du Temple – 75003 PARIS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société H2 COM pour un montant annuel HT compris entre 7 000 € et 25 000 € pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, nature 6226, fonction 920.
 - D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/8/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant**

Serge FLEURENCE

Publiée le : 12/8/2013
Notifiée le :

**ZAC de la Restanque
Parcelle OM18
Convention de participation
entre la Ville et ACM-OPH**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2886/T/R en date du 10 octobre 2012 de Madame Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier, donnant à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu l'arrêté n°2013/1821/T/R, donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, le premier adjoint suppléant, en l'absence de Monsieur Delafosse du 5 Août au 16 Août 2013 ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;

Considérant :

- Que ACM-OPH représenté par Madame Claudine Frêche, Directrice Générale, envisage sur son terrain situé au sein de la ZAC de la Restanque, la construction de 5 logements individuels correspondant à 388,68 m² de surface de plancher (SDP) ;
 - Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville et ACM-OPH, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle OM18, objet du programme de construction et propriété d'ACM-OPH, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
 - Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumé comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 388,68 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 18€/m² SDP (valeur année 2013)
 - 388,68 x 18 = 6 996 €
- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et ACM-OPH, telle qu'annexée à la présente décision ;

- D'autoriser le versement du montant de la participation directement à la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation.

Montpellier, le 12/8/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant


Serge FLEURENCE

Publiée le : 13/8/2013
Notifiée le :

**VILLE DE MONTPELLIER
ZAC de la Restanque**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC
(art. L.311-4 du code de l'urbanisme)**

**Parcelles section OM n°18
Rue Mas de Portaly**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **VILLE DE MONTPELLIER**, représentée par Madame le Maire, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal du 2 avril 2008 modifiée, ou à défaut l'adjoint à l'urbanisme par arrêté n° 2012/2886/T/R du 10 octobre 2012, ou à défaut, en cas d'absence, le premier Adjoint suppléant par arrêté n°2013/1821/T/R,

Ci-après dénommée la collectivité ou la « VILLE »,

D'UNE PART,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, désigné dans ce qui suit : **ACM OPH, société d'HLM**, dont le siège social est 407 avenue du professeur Antonelli BP 75 590 34071 MONTPELLIER représentée par Madame Claudine FRECHE, Directrice Générale,

Ci-après dénommée le « CONSTRUCTEUR »,

D'AUTRE PART,

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du 30/03/2009, le conseil municipal a créé la ZAC de la Restanque qui détermine que les constructions incluses dans le périmètre de la ZAC sont exclues du champ d'application de la TLE remplacée depuis le 1er mars 2012 par la taxe d'aménagement.

Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics de la zone devront être approuvés par délibération, conformément aux articles R. 311-7 et R. 311-8 du code de l'urbanisme.

Le projet, objet de la demande de permis de construire par ACM OPH, envisage la construction de 5 logements sur un terrain situé à l'intérieur de la ZAC de la Restanque. Ces nouvelles constructions finaliseront l'opération de 25 constructions déjà réalisées par ACM rue Mas de Portaly. Ces logements, prévus dès l'origine de l'opération, n'avaient pas été réalisés dans un premier temps et s'intégreront donc au plan de masse général existant.

Au regard du calendrier de la Restanque, il a été décidé de permettre à ACM OPH de les réaliser sur le site, sans attendre l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque.

En application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de participation du CONSTRUCTEUR au coût d'équipement de la ZAC de la Restanque.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

Parcelle située à Montpellier, rue du Mas de Portaly, comprise dans le périmètre de la ZAC de la Restanque,

Cadastré section OM n°18 d'une superficie totale de 5417 m²

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain :

5 maisons individuelles correspondant à 388,68m² de surface de plancher (SDP).

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 et de l'ensemble de ses évolutions.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En anticipation de l'approbation du programme des équipements publics de la zone, qui devrait être approuvé dans les prochaines années, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- une part des voiries structurantes en périphérie de la ZAC,
- des équipements publics de superstructure,
- les voiries internes de la ZAC,
- les réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- les réseaux d'adduction eau potable,

- l'éclairage public,
- les espaces verts,
- le réseau électricité,
- le réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, en fonction des catégories de construction, en proportion de la surface de plancher.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur envisage, sur le terrain visé à l'article 1, la construction de 5 maisons individuelles représentant 388,68 m² SDP.

3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2013, est fixé à **18 €** par mètre carré de surface de plancher autorisé par le permis de construire pour des surfaces destinées à du logement social. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir 388,68 m² de SDP, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de : $388,68 \times 18 \text{ €} = 6\,996,24 \text{ €}$ arrondi à **6 996 €**.

3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de surfaces de plancher (SDP) autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

3.4. La présente convention étant établie avant l'approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics (PEP) de la ZAC, les montants de participation qui y sont définis sont susceptibles d'être différents de ceux finalement retenus lors de la réalisation de la ZAC. Une fois le dossier de réalisation et le PEP de la ZAC approuvés, cette participation pourra donc être ajustée par le remboursement au CONSTRUCTEUR d'un éventuel trop perçu de la Ville. En revanche, elle ne pourra pas être ajustée de telle manière que le CONSTRUCTEUR doive déboursier un surcoût.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

4.1. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone après l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.

4.2. Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la VILLE, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la VILLE de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à chaque échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision du Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de chaque échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

6.1 En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

6.2 En cas de non approbation du dossier de réalisation de la ZAC dans un délai de 8 ans, la Ville s'engage également à restituer au constructeur les sommes versées directement ou par l'intermédiaire de son Aménageur.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.

10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- pour La VILLE, à l'Hôtel de VILLE
- pour le CONSTRUCTEUR, en son siège social

Fait à MONTPELLIER

le

en 3 exemplaires originaux

Pour la VILLE

Pour le CONSTRUCTEUR

**Marché d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage - Assistance
à l'exploitation pour le Tunnel de la Comédie
Avenant de transfert : DOCALOGIC / BG
INGENIEURS CONSEILS**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'élaborer un avenant de transfert du marché n° 1M667 d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'assistance à l'exploitation du tunnel de la Comédie suite à la déclaration de la Transmission Universelle de Patrimoine, de la société Docalogic SAS sise 13 rue des Emeraudes – 69006 Lyon au sein de la société BG Ingénieurs Conseils, société par actions simplifiée dont le siège est Immeuble Metrosud - 1 boulevard Hyppolyte Marques - 94200 IVRY SUR SEINE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 303 559 249.
- Que depuis le 01 janvier 2013, la société BG Ingénieurs Conseils est substituée purement et simplement dans les droits et obligations afférents aux biens et contrats transférés à la société Docalogic SAS.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'assistance à Maîtrise d'ouvrage et assistance à l'exploitation pour le tunnel de la Comédie en cours d'exécution à la société BG INGENIEURS CONSEILS.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction du Génie Urbain – Régulation Trafic - Fonction 908213 - Nature : 2031 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/8/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE



Publiée le : 21/8/2013
Notifiée le :

**ASSURANCE
EXPOSITIONS**
Police AXA ART n°F.1004.465
Avenant exercice 2012

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

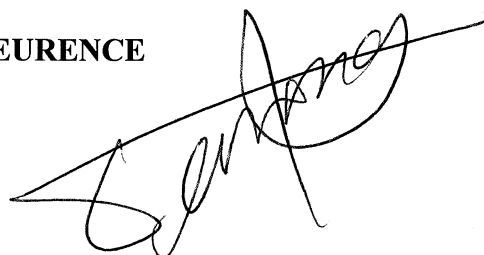
- Que les expositions organisées par la Ville sont garanties par une police d'assurance « tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- Que le montant de ces œuvres pour l'année 2012 s'élève à 8 247 999.39 € ce qui représente une prime en régularisation d'un montant de 6 485.24 € ;
- Que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant.

Décide en conséquence :

- d'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2012 à 6 485.24 € ;
- d'autoriser la signature dudit avenant.

Montpellier, le **13/8/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Serge FLEURENCE



Publiée le : **14/8/2013**
Notifiée le :

**Avenant n° 1 au marché à procédure adaptée 2M2062
pour la réalisation d'un mur de clôture du Parc de la
Guirlande**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 en date du 01 septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise spécialisée en date du 28 décembre 2012, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le marché 2M2062 a été attribué à l'entreprise TGH pour la réalisation d'un mur de clôture du Parc de la Guirlande pour un montant de 33 901 € H.T.
- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux supplémentaires suite à la découverte de pierres composant les piliers fortement dégradées non visibles avant le chantier. Le montant de ces travaux s'élève à 1048.60 € H.T. soit une augmentation de 3.09 % du montant initial, ce qui porte le montant du marché à 34949.60 € H.T.

Décide en conséquence :

- De passer l'avenant n° 1 au marché 2M2062 pour un montant de 1048.60 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville CRB 28500 nature 2313 chapitre 908
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer l'avenant du marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/8/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/8/2013
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

TGH Languedoc
50 chemin de la Grande Liquine
34400 LUNEL

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Réalisation d'un mur de clôture du parc de la Guirlande

N° du marché : 2M2062

Notifié le : 10/04/13.

Montant initial du marché :

Montant HT : 33 901 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Réalisation de travaux supplémentaires nécessaires à l'aboutissement du chantier. Ces travaux n'étaient pas prévisibles avant le début des travaux

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 1048.60 € H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 34 949.60 € H.T soit une augmentation de 3.09 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Le délai d'exécution des travaux est de 12 semaines.

D. Signatures des parties

A Montpellier , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A Montpellier , le

CONTENTIEUX

Procédure d'expulsion Occupation illégale d'une maison 320 avenue du Petit Train

Décision de Défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le terrain situé 320 avenue du Petit Train, parcelle bâtie cadastrée EY 156, est occupé illégalement par quelques personnes ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

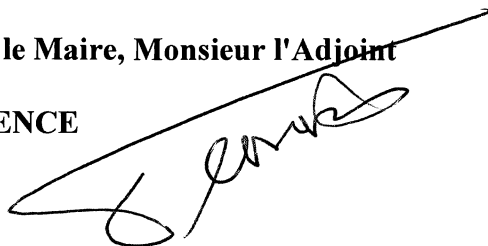
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **13/8/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : **14/8/2013**
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Anticipation et suivi en temps réel des évènements
météorologiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin d'un outil de vigilance météorologique dans le cadre de la gestion des risques ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 72 du code des marchés publics, en date du 29 mai 2013 ;
- L'entreprise METEO-FRANCE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3B0258 à l'entreprise METEO-FRANCE pour un montant de 10 181 euros HT, pour une période d'un an, renouvelable trois fois.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville :

Nature 611 - Fonction 816 - ligne 13156

Montpellier, le 14.08.2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le :
Notifiée le :

Procédure d'expulsion
Occupation illégale de terrains communaux (parcelles
SE 33 35 et 36) entre la rue du Mas Rouge et l'avenue
Raymond Dugrand

Décision de Défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

- Vu l'arrêté 2013/1334/T/R portant délégation de signature de *M^{me} Régine SOUCHE*, en l'absence de *Nax LEVITA, Adjoint au Maire,*

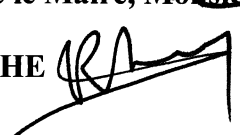
Considérant :

- Que les parcelles communales cadastrées SE 33, 35 et 36 situées entre la rue du Mas Rouge et l'avenue Raymond Dugrand sont occupées illégalement par plusieurs personnes ;
- Que ces parcelles constituent un bassin d'orage et présentent une dangerosité en cas de survenance d'épisode pluvieux et orageux pour toute personne se trouvant dans cette zone ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation illégale et dangereuse en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits *au budget de la Ville,*
nature - fonction 6227-920-200.

Montpellier, le 21/8/2013

Pour Madame le Maire, ~~Monsieur~~ *l'Adjoint*
délégué
Régine SOUCHE 

Publiée le : 21/8/2013
Notifiée le :

Direction des Ressources Humaines
Modification de la régie de recettes pour la régie
Gestion des tickets restaurants

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 00711 du 29 mars 1991, relative à la création d'une régie de recettes et d'avances « Gestion des tickets restaurant »,
- Vu la Décision 00471 du 28 janvier 1997, relative à l'augmentation du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie gestion des tickets restaurant.
- Vu la Décision 00726 du 24 février 2003, relative à la diminution du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie « gestion des tickets restaurant »,
- Vu la Décision 03855 du 11 septembre 2006, relative à la clôture de la régie d'avances de la régie « gestion des tickets restaurant »,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 05 août 2013,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie « Tickets restaurant », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en diminuant le montant maximum des recettes autorisées

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Gestion des tickets restaurant »

Article 2 : La Régie est installée auprès de la Direction des Ressources Humaines, 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Participation salariale des agents à l'achat des Tickets Restaurant, lorsqu'elle n'a pas été retenue sur le salaire

Les recettes seront imputées au chapitre 920

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures/ quittances

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 12 000 €.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée



Régine SOUCHE

Publiée le : 29/08/2013
Notifiée le :

**Direction Paysage et biodiversité
Service Jardins et Espaces Naturels
Modification de la régie de recettes
« Jardins familiaux »**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 3564 du 17 février 2006, relative à la création d'une régie de recette pour les jardins familiaux,
- Vu la Décision 303 du 17 juin 2009, relative à la modification de la régie de recettes des jardins familiaux,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 07/08/2013,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : que pour assurer le bon fonctionnement de la régie « Jardins familiaux », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en augmentant les modes de recouvrement et en arrondissant le montant maximum de l'encaisse à 3100 euros.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Jardins familiaux »

Article 2 : La Régie est installée auprès de la Direction Paysage et biodiversité, au service des Espaces Verts, centre horticole Richer de Belleval, 2733, avenue Albert Einstein, à Montpellier

Article 3 : La régie encaisse :

- les produits des loyers et cautions des jardins familiaux, conformément au règlement approuvé par Délibération du Conseil Municipal
- Les consommations d'eau pour chaque parcelle des jardins familiaux « les Grands Grés » et « Rieucoulon »

Les recettes seront imputées aux chapitres 928 et 911

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 20 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3100 €.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée,
Régine SOUCHE

Publiée le : 29/08/2013
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2013-257~~

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ Alexandre PINLOU
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire n° PC 34172 12 V0301

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2013/1334/T/R portant délégation de signature ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 21 janvier 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à M. et Mme Saint-Lo Nicolas un permis de construire visant à édifier une maison individuelle, rue Lino Ventura ;
- Que M. Alexandre PINLOU a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 26/06/2013 sous le n°1303003-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le ~~19/8/2013~~

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée

Régine SOUCHE

Publiée le :
Notifiée le :

Direction Jeunesse, Sport, Emploi, Logement
Service des Sports
Modification de la régie de recettes
« Carte Montpellier Sports »

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 2026 du 20 mars 1995 relative à la création d'une régie d'avances et de recettes pour la carte place au sport du Service des Sports,
- Vu la Décision 728 du 24 février 2003, relative à clôture de la régie d'avances et de recettes pour le Service des Sports,
- Vu la Décision 727 du 24 février 2003, relative à l'institution d'une régie de recettes et de sous-régies pour la carte animation sport du Service des Sports,
- Vu la Décision 137 du 08 avril 2010, relative à la création d'un compte de dépôt de fonds,
- Vu la Décision 265 du 26 juin 2011 relative à la clôture de la sous-régie Maison Pour Tous de recettes du service des sports,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 07/08/2013,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie « carte Montpellier sports », il convient de reprendre dans son intégralité les règles relatives à la régie, tout en distinguant la sous-régie conformément à la réglementation.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « carte Montpellier sports »

Article 2 : La régie est installée auprès de la Direction de la Jeunesse, Sport, Emploi, Logement, 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits de la carte « Montpellier sports »

Les recettes seront imputées au chapitre 924

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de la carte Montpellier Sport

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert, ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3000 €.

Article 8 : Il est créé une sous-régie de recettes qui sera installée auprès du CCAS, place Thermidor, 34000 Montpellier. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

Article 9 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée,



Régine SOUCHE

Publiée le : 29/08/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
concernant un marché à bons de commande
pour la Gestion de l'Animal en Ville
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un cabinet vétérinaire le marché n° 3C 0423 1140 concernant la gestion de l'animal en Ville en matière de prise en charge d'animaux blessés, dangereux, ou errants sur la voie publique ;
- Qu'à la suite d'une consultation de cabinets vétérinaires en date du 23 juillet 2013 pour un marché à bons de commande, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'association VETERINAIRES POUR TOUS sise 34080 Montpellier a présenté une offre économiquement acceptable ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité sans minimum et avec un seuil maximum de 45 000,00 Euros H.T. à l'association VETERINAIRES POUR TOUS sur une durée initiale d'un an. Ce marché à bons de commande est reconductible trois fois sur une période d'un an pour chaque reconduction.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Fonction 921 122 – Nature : 611 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le : 29/08/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'Achat, la livraison, l'installation et la
récupération de Sapins de Noël**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1334/T/R du 19 juin 2013 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, la livraison, l'installation et la récupération de Sapins de Noël, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0562), conformément à l'article 28 et les dispositions de l'article 77 du code des Marchés Publics, en date du 31 juillet 2013, la société Roseraie des Costières Sandiflor, avenue des Costières, 30800 Saint Gilles, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Roseraie des Costières Sandiflor pour un montant total maximum de commandes de 25 000.00 € HT, marché dont l'exécution est prévue sur une durée allant de la date de sa notification au 31 mars 2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 30/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Espaces collaboratifs : Maintenance et
Evolution, Design écrans
Marché 3B0418**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/1821/T /R, donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de veiller à la maintenance et l'évolution de ses espaces collaboratifs sous Sharepoint ainsi qu'à l'optimisation ergonomique et graphique de ceux-ci ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28, 10 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 28 mai 2013, les sociétés NEOS SDI et ELYPSIA ont respectivement présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3B0418 précité aux sociétés :

Pour le lot 1 : NEOS SDI sise 15 rue Auber – 75009 PARIS pour un montant total estimé de 30 000 € HT ;

Pour le lot 2 : ELYPSIA sise Immeuble Grand Ecran – 11 avenue André Roussin – 13016 MARSEILLE pour un montant total estimé de 10 000 € HT
et une durée d'un an tacitement reconductible une fois, à compter de la date de notification.

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 30/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Publiée le :

Notifiée le :


Serge FLEURENCE

**Assistance technique pour une optimisation de
l'entretien des locaux municipaux**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'accompagnement de la Ville pour une optimisation de l'entretien des locaux municipaux ;
- Qu'un marché public à procédure adaptée n° 3C0175 a été lancé, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, le 16 avril 2013 ;
- Que seul le groupement SETEC Organisation S.A. – INCF a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

D'attribuer le marché précité au groupement SETEC Organisation S.A. – INCF pour un montant de 62 550 € HT.

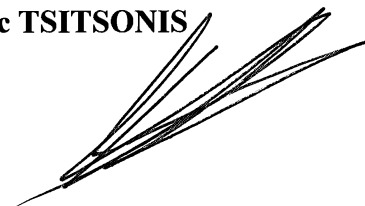
D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (chapitre : 920, nature 617, fonction 020).
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 28/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 09/09/2013
Notifiée le :



**La Panacée, centre de culture contemporaine
Contrat de création graphique avec ABRèGe**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le projet artistique et culturel de la Panacée s'inscrit notamment dans le soutien à la création et à la diffusion des arts visuels ainsi qu'à la production d'oeuvres;
- Qu'ABRèGe a gagné l'appel d'offre lancé par la Ville de Montpellier en juillet 2012 pour la réalisation de l'identité visuelle, de la charte graphique et de la signalétique intérieure et extérieure de La Panacée ;
- Que les artistes ont créé spécifiquement pour La Panacée un logiciel « decima flipper » dont ils conservent les droits, qui permet de générer l'identité visuelle et de décliner la charte graphique par un procédé de transformation typographique et visuel ;
- Que La Panacée souhaite conserver son identité visuelle et la faire évoluer ainsi que la signalétique temporaire qui sera réalisée et déclinée à partir du logiciel pour chaque projet d'exposition ;
- Que La Panacée souhaite donc continuer la collaboration avec les artistes qui seront associés au lieu ;
- Qu'un contrat de création permet ainsi d'offrir un espace de création et d'exposition privilégié aux artistes graphistes, ainsi qu'une diffusion permanente des œuvres créées *in situ* ;
- Que cette initiative permet de développer un projet graphique expérimental qui se renouvelle en fonction de la programmation et des artistes invités par la Panacée ;
- Que le choix des artistes admis procède de l'expertise de l'équipe de la Panacée et relève de critères de cohérence artistique avec le projet défini ;
- Que, compte tenu de l'objet du marché, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce mapa (3D0331) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du contrat de création graphique (joint en annexe) avec ABRèGe, qui se déroulera d'août à décembre 2013 à la Panacée, pour un montant de 33 444.82 € HT, soit 40 000 € TTC (mapa 3D0331);
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/9/2013

Notifiée le :

**CONTRAT DE CREATION GRAPHIQUE
AVEC ABREGE
AOUT- DECEMBRE 2013**

Entre

LA VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

LA PANACEE–Centre de culture contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative: 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787

N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16

Représenté par Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après dénommé "LA PANACEE", d'autre part

Et

ABRèGe

50 bis, rue du Faubourg de Figuerolles

34070 Montpellier — FRANCE

R.C.S. Montpellier 754 025 104

N° TVA intra communautaire : FR16 754 025 104

SIRET : 75402510400011

APE : 9002Z

Représenté par Adrien Revel, cogérant,

Ci-après dénommé "LES ARTISTES", d'autre part

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT

Le projet artistique et culturel de LA PANACEE est axé sur trois missions principales les arts visuels, l'écriture et le numérique. En matière de soutien à la création et à la diffusion des arts visuels, le projet se caractérise à plusieurs niveaux :

- un engagement pour le développement durable d'un lieu de création conçu en collaboration avec les artistes par le biais de production d'œuvres
- un soutien en faveur des arts graphiques notamment dans le cadre de l'aide à l'édition et à la publication
- une initiative pour la création au niveau pédagogique par l'intermédiaire des artistes et des intervenants avec des projets spécifiques produits pour chaque exposition et réalisés sur mesure pour chaque catégorie de publics
- un soutien et une implication forte dans l'animation d'un dialogue entre les disciplines en faveur des arts visuels : arts plastiques, art vidéo, numérique mais aussi arts appliqués, architecture et arts décoratifs et notamment le design... à travers des programmes réguliers réalisés en partenariat avec d'autres structures culturelles.

ABRèGe a gagné l'appel d'offre lancé par la Ville de Montpellier en juillet 2012 pour la réalisation de l'identité visuelle, de la charte graphique et de la signalétique intérieure et extérieure de LA PANACEE. LES ARTISTES ont créé spécifiquement pour LA PANACEE un logiciel « decima flipper » dont ils conservent les droits, qui permet de générer l'identité visuelle et de décliner la charte graphique par un procédé de transformation typographique et visuel. LA PANACEE souhaite conserver son identité visuelle et la faire évoluer ainsi que la signalétique temporaire qui sera réalisée et déclinée à partir du logiciel spécifiquement pour chaque projet d'exposition. LA

PANACEE souhaite donc continuer la collaboration avec LES ARTISTES qui seront associés au lieu.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : CADRE ET OBJET DU CONTRAT

1. Cadre

Le contrat a pour objectifs de :

- développer un projet graphique expérimental qui se renouvelle en fonction de la programmation et des artistes invités par LA PANACEE en association avec LES ARTISTES et décliné avec le logiciel « decima flipper »,
- interroger le langage de LA PANACEE, son vocabulaire graphique et typographique
- développer à partir de différents formats de présentation une lecture du contenu des expositions, en perspective avec les activités de recherche, de création et de médiation qui se déroulent à LA PANACEE
- offrir à travers les œuvres graphiques des repères essentiels pour comprendre les enjeux de la création contemporaine
- offrir un espace de création et d'exposition aux artistes graphistes à travers la réalisation de signalétiques originales
- proposer une diffusion permanente des œuvres graphiques créées in situ, pendant le temps de la résidence
- organiser des actions de sensibilisation et des workshops afin de générer une interaction avec les publics notamment les scolaires et les étudiants.

2. Objet

La création graphique développée par LES ARTSITES associés s'articulera autour du volet artistique (exposition, résidences, productions, performances) et du volet culturel (événements, ateliers, cycle de conférences, programme pédagogique...) de la première partie de la saison 1 « vous avez un message » programmée par LA PANACEE avec :

2.1. des temps de conception, de création graphique autour du projet artistique et culturel qui s'y rattache, la création d'une nouvelle proposition graphique déclinée à partir de la charte graphique de La Panacée et du logiciel « decima flipper » développé par LES ARTISTES :

- pour la première exposition « CONVERSATIONS ELECTRIQUES »
- le premier volet du projet « ART BY TELEPHONE...RECALLED »
- les résidences artistiques (Pablo Garcia & Emma Cozzani; Audrey Martin, Coloco...)
- le programme culturel lié.

2.2. des actions de sensibilisation au graphisme : la création et animation de 2 temps de workshops (1 adapté aux scolaires - 1 aux étudiants et/ou à un groupe d'adultes encadrés) et une rencontre/présentation tout public du travail.

ARTICLE 2: DATES ET LIEU DU CONTRAT

Le contrat prend effet sur toute la durée de la première partie de la saison 1 « vous avez un message » organisée à La Panacée, Centre de culture contemporaine de Montpellier entre août et décembre 2013.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA PANACEE

3.1 Outils mis à disposition

LA PANACEE met à disposition des ARTISTES :

- les espaces intérieurs et extérieurs d'expositions et accessibles aux publics

- les espaces pédagogiques et ateliers de production en cas de besoin en fonction des disponibilités et du calendrier d'occupation de ces espaces et ateliers.
- les moyens humains pour l'accompagnement de la résidence

3.2.Modalités financières

Pour le travail de conception DES ARTISTES:

LA PANACEE s'engage à rémunérer LES ARTISTES pour un montant forfaitaire de 33444.82 euros HT (TVA à 19,6%) soit 40000 euros TTC pour leur travail de création décrit à l'ARTICLE 1 et à l'ARTICLE 4.

Les sommes dues, pour montant forfaitaire de 33444.82 euros HT (TVA à 19,6%) soit 40000 euros TTC seront versées par mandats administratifs, sur présentation des factures correspondantes entre août et décembre 2013 et sous réserve des rendus des éléments détaillés tels que détaillés à l'ARTICLE 1.

Le 1^{er} versement de 21000 euros HT (TVA 19,6%) soit 25116 euros TTC se fera à signature du contrat et les autres versements se feront à suivre en fonction de la livraison des éléments et ce au plus tard le 15 décembre 2013.

Ces sommes ne comprennent pas l'impression, la réalisation, la livraison et la pose le cas échéant. LA PANACEE s'engage à prendre en charge ces coûts de production nécessaires à la réalisation du projet en fonction du budget prévisionnel et des devis d'entreprises correspondants. Cette consultation sera réalisée d'une part auprès des entreprises et prestataires en marché avec la Ville de Montpellier et d'autre part, pour tout achat et prestations spécifiques nécessaires au projet n'existant pas dans les marchés publics de la Ville, auprès d'entreprises spécialisées et/ou des ARTISTES le cas échéant.

3.3.Communication et diffusion de l'information

LA PANACEE s'engage à communiquer sur le travail de création des ARTISTES. Les supports de communication reprendront les informations sur les ARTISTES. Les ARTISTES fourniront le matériel nécessaire à l'élaboration des informations les concernant (visuels, textes...)

La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de LA PANACEE que par celui des ARTISTES.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES ARTISTES

Les ARTISTES seront tenus de créer et de produire des œuvres graphiques en lien avec la programmation de LA PANACEE et les artistes invités et ils seront également tenus de réaliser des présentations publiques de leur travail, d'assister à des rencontres avec les publics et de réaliser des workshops et ateliers pour les publics encadrés de La Panacée.

4.1. La conception d'œuvres graphiques

Pour les expositions, les résidences et le programme culturel (événements, performances, projections, cycles de conférences, visites, ateliers...) prévu entre août et décembre 2013, LES ARTISTES s'engagent à créer et produire des œuvres graphiques sur tous types de supports imprimés (posters, cartes postales, flyers, plaquette, dépliants ...) et numériques (PDF, html...) directement inspirées par la programmation du lieu qui l'accueille.

A cet égard, LES ARTISTES devront créer et produire au moins deux œuvres graphiques et leurs déclinaisons pour la création d'une signalétique originale pour chaque exposition et résidence. Ces deux œuvres graphiques seront liés aux expositions et programmes d'activités.

Les ARTISTES s'engagent à respecter le calendrier établi pour la livraison de la conception et de la production du projet artistique et fournir un budget prévisionnel. Ils seront tenus de suivre la production artistique et graphique jusqu'à la livraison et l'installation à LA PANACEE.

4.2. La création des déclinaisons de la charte en fonction des projets graphiques liés aux expositions

LES ARTISTES seront tenus de créer et de produire la déclinaison de la charte graphique en fonction du parti pris graphique adopté et renouvelé à chaque nouvelle exposition qui devra être adaptée à tous les outils d'information en ligne et hors ligne en direction des publics, des professionnels, de la presse et des institutionnels - tels que : cartes de visite, papier en tête, pochettes, dossiers, autocollant, carton d'invitation pour envoi postal, carte com, de vœux, communiqués et dossiers de presse, petites affiches, dossiers d'information, carnet pédagogique, journaux, dossiers de bilan et de projet, newsletter, e-mail d'information...

4.3. Le suivi de production des œuvres et documents imprimés et en ligne

LES ARTISTES seront tenus de suivre la production de tous les éléments réalisés pour LA PANACEE.
LES ARTISTES seront également tenus de concevoir et actualiser les publications en terme graphique pour le site internet de LA PANACEE.

4.4. Les interventions des ARTISTES dans le cadre de rencontres et ateliers avec les publics de La Panacée

Les ARTISTES s'engagent à présenter, sur la durée du contrat, leur travail et leur projets graphiques à différents publics et partenaires de LA PANACEE (groupes, individuels, adultes, enfants) afin de les sensibiliser à la création contemporaine. Ils animeront des ateliers/workshops autour du graphisme et de la signalétique avec les publics et partenaires de LA PANACEE. Le contenu et la forme des interventions sont à définir avec les ARTISTES selon le projet et selon les publics auxquels elles seront adressées. Le jour et l'heure des interventions seront déterminés par LA PANACEE en collaboration avec les ARTISTES.

4.5. Les modalités techniques et relations avec le personnel

Les ARTISTES s'engagent à respecter l'environnement professionnel et les conditions de travail inhérentes à la collectivité et à LA PANACEE, c'est-à-dire :

- respecter les jours et horaires d'ouverture des locaux
- si l'artiste a besoin d'une aide technique ou d'un atelier, par exemple, la demande doit être transmise à LA PANACEE suffisamment en amont pour qu'elle soit étudiée.

ARTICLE 5 : PROPRIETE DES OEUVRES PRODUITES

Les ARTISTES conservent la propriété intellectuelle sur leur création et cèdent gracieusement à **LA VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE** – les droits d'exploitation de la totalité des créations produites in situ dans le cadre de la résidence à LA PANACEE. Toute communication sur le projet devra faire mention de LA PANACEE et du logo de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

6.1 Les assurances souscrites par La Panacée

La collectivité d'accueil déclare avoir souscrit à des assurances garantissant les risques contre :

- les dommages qui pourraient être causés aux artistes par l'un de ses agents ou par les biens dont elle est propriétaire,
- les incendies,
- les dégâts des eaux,
- et autres sinistres susceptibles de détériorer les œuvres produites et exposées

La collectivité n'assure pas les biens DES ARTISTES en cas de vol, de dégradations ou de destructions y compris pendant leur transports.

6.2. Les assurances souscrites par les artistes

LES ARTISTES déclarent bénéficier d'une couverture sociale, d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à ses biens.

ARTICLE 7 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

7.1. Valeur du contrat

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite. LES ARTISTES fourniront les attestations prouvant leur respect des obligations sociales et fiscales.

7.2. Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation d'une décision, du fait, ou d'une incapacité dont l'une des parties serait responsable entraînerait, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité dont le montant sera calculé au prorata du temps et du travail réalisé par les artistes pendant la résidence.

7.3. Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voix amiables (conciliation, arbitrage...)

Fait à Montpellier, le 12/08/2013

En trois exemplaires originaux

LA PANACEE

Pour le Madame le Maire,

Madame l'Adjointe déléguée
Régine SOUCHE

ABREGE

REVEL, cogérant

Adrien



**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
AMENAGEMENT DE LA ZONE TECHNIQUE DU
ZOO**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

[Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;

- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;
- Vu l'arrêté n° 2013/1602/T/R donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE en remplacement de Monsieur Jacques TOUCHON ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'aménager la zone technique du zoo,
- Que pour cela, il convient de faire appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage,
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3B0542,
- Qu'à la suite de cette procédure, l'EURL Monteils Consultant, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer ce marché à l'EURL Monteils Consultant – Immeuble Green Valley, 849 Rue Favre Saint-Castor, 34080 MONTPELLIER - pour un montant de 57 281,25 € HT,
- d'autoriser le prélèvement de la dépense sur le budget de la ville de Montpellier – Fonction 908232 – Nature 2312,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le contrat avec l'EURL Monteils Consultant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- de dire que Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- de dire que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 27/08/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le : 30/08/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un garage à titre onéreux à l'école
Docteur Calmette - signature de la convention
d'occupation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2881/2012 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean Louis GELY, Adjoint délégué à la Réussite Educative

Considérant :

- Que le garage attenant à l'école élémentaire Docteur Calmette, sis 147, rue des quatre Seigneurs à Montpellier, est vacant ;
- Que Mme Anne JARROUSSE, institutrice à l'école maternelle Aggripa d'Aubigné : 147 rue des Quatre Seigneurs à Montpellier a fait une demande pour occuper ce garage;

Décide en conséquence :

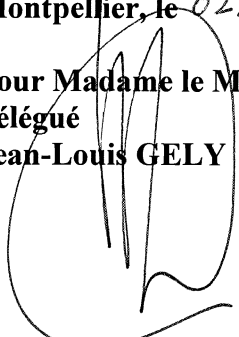
- D'attribuer, à titre onéreux, le garage , sis 147 rue des quatre Seigneur à Mme Anne JARROUSSE pour une période de 1 an à compter du jour de la signature de la convention, renouvelable tous les ans par tacite reconduction.

Le montant de la redevance d'occupation est de 50 € par mois. Mme Anne JARROUSSE devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du garage.

- De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY



Publiée le :
Notifiée le :



CONVENTION D'OCCUPATION D'UN GARAGE

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant es qualité, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

Et

Mme Anne JARROUSSE, institutrice, domiciliée à école maternelle Agrippa d'Aubigné, sise 147 rue des Quatre Seigneurs à Montpellier, désignée ci-après par « l'occupant ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

Le garage de l'école élémentaire Docteur Calmette est attribué à Mme Anne JARROUSSE, institutrice à l'école maternelle Agrippa d'Aubigné.

Ce garage est situé à l'école Docteur Calmette, 147 rue des Quatre Seigneurs à Montpellier.

L'occupant déclare avoir visité le bien et ne demande pas une description plus détaillée. Le bien est loué uniquement en tant que garage. L'occupant ne peut en aucun cas modifier l'affectation du bien.

ARTICLE 2 : REDEVANCE D'OCCUPATION :

L'occupant s'acquittera d'une redevance mensuelle d'un montant de 50 € (cinquante euros) payable au mois à terme à échoir. La révision de la redevance interviendra au 1er juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1er juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné
Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année précédente

ARTICLE 3 : DUREE :

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 1 an à compter du jour de sa signature, renouvelable tous les ans par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION :

Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé, par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le motif et un préavis d'un mois à compter de la réception du courrier.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non-exécution par le occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis d'un mois à compter de la réception du courrier.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais le garage précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,
- Départ à la retraite,
- Libération du logement de fonction attribué.

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

ARTICLE 5 : CHARGES :

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS :

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les occupations de droit public à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

ARTICLE 7 : ASSURANCES :

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES :

La présente occupation est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut, il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans ce local.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans ce garage devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS-LOCATION :

Le local doit être exclusivement utilisé par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation du contrat, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

Il est formellement interdit à l'occupant d'exercer ou de laisser exercer dans le local aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale sous quelque forme que ce soit.

Toute cession de convention ou sous - location des lieux occupés est interdite, sauf accord écrit du propriétaire.

ARTICLE 10 : CLAUSES RESOLUTOIRES :

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par le l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier le,

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint Délégué à la
Réussite éducative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

CONTENTIEUX
Ville c/ GAEC La Rosée
**Contestation de la nature précaire d'une convention
d'exploitation**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

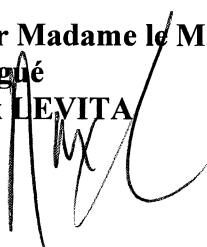
- Que le GAEC La Rosée exploite des terres sous convention de mise à disposition précaire ;
- Qu'il entend requalifie celles-ci en bail rural ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

**Avenant à la Convention d'utilisation
Parking Ostermeyer
Prolongation de l'occupation du domaine public
Ville de Montpellier – Lycée Jules Guesde**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision en date du 8 Juillet 2010 relative au cahier des charges fixant les conditions d'utilisation du parking Ostermeyer par le Lycée Jules Guesde ;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- que les personnels du Lycée Jules Guesde ne peuvent plus se garer sur le parking du lycée utilisé par les entreprises pour réaliser les travaux de restructuration sur les bâtiments existants ;
- qu'il y a nécessité de prolonger la convention de mise à disposition, dû à un retard de réalisation de ces travaux de restructuration ;
- que la Ville restera propriétaire des matériels et équipements installés et assurera l'entretien et la maintenance ;

Décide en conséquence :

- De prolonger l'autorisation d'utilisation du parking Ostermeyer pour la période du 31 Août 2013 au 31 Janvier 2014 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur 
délégué 
Patrick VIGNAL

Publiée le : 19/9/2013
Notifiée le :

Direction Jeunesse Sports
Emploi et Logement
Service des Sports

Mairie de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2
Téléphone 04 67 34 70 00
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, le 23 Juillet 2013
Réf. :
Objet : reconduction convention
Affaire suivie par Melle REGENT



**CONVENTION
DE MISE A DISPOSITION DU PARKING GYMNASSE OSTERMEYER
VILLE DE MONTPELLIER / LYCEE JULES GUESDE**

AVENANT N°1

- Vu la décision en date du 8 Juillet 2010 et la convention du 28 Août 2010 relatives à la l'utilisation du Parking Gymnase Micheline Ostermeyer – Complexe A.Delylle par les personnels du Lycée J.Guesde ;
- Vu le courrier en date du 10 Juillet 2013 du Proviseur du Lycée Jules Guesde, relatif à une demande de prolongation d'utilisation du Parking Gymnase Micheline Ostermeyer,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la modification de la durée de mise à disposition,
- Vu la nécessité de prolonger cette convention pour l'année 2013 - 2014,

Il est décidé de prolonger la convention de mise à disposition du Parking Gymnase Micheline Ostermeyer entre le Lycée Jules Guesde et la Ville de Montpellier, pour la période du 31 Août 2013 au 31 Janvier 2014.

Montpellier le

Le Proviseur du Lycée Jules Guesde

Pour Madame le Maire,
Le Conseiller Spécial chargé des Sports,

Serge FAURE

Patrick VIGNAL

767



**EMPRUNT DE 1.500.000 EUROS AUPRES DE LA
SOCIETE GENERALE - Annule et remplace la
décision n° 2013/0237 du 07/08/2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu l'offre de Prêt Taux fixe de Marchés de la Société Générale annexée à la présente ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget 2013 de la Ville,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions,
- Qu'après avoir pris connaissance de l'offre de financement et du projet de contrat y attachés proposés par la Société Générale, qui ne présentent aucune différence avec les conditions négociées précédemment, le taux maximum de 3.75 % étant préservé et les principales caractéristiques maintenues et rappelées ci-après :

Phase de mobilisation à caractère revolving

Nominal : 1 500 000.00 €
Début : Date de signature du contrat
Fin : 30/06/2014
Intérêts: Euribor 1 à 12 mois (selon la date de décaissement) + 1.50%

Commission de non utilisation : de la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.20% l'an est perçue semestriellement à terme échu sur l'encours moyen non utilisé

Phase de consolidation (à compter du 30/06/2014)

Le tirage portera intérêt sur un taux fixe de marché jusqu'au 30/06/2029 et s'amortira à compter de la date de consolidation fixée au 30/06/2014.

Conditions de remboursement anticipé du tirage à taux Fixe de Marchés :

Sous réserve d'un préavis de dix jours ouvrés, le prêt peut être remboursé à tout moment partiellement ou totalement. Le remboursement anticipé est définitif. Le remboursement anticipé du prêt donne lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêt et de soulte exposées dans le contrat à l'article 5.4 du contrat.

Décide en conséquence :

Article 1

- D'un commun accord entre la Société Générale et le Maire de la Ville de Montpellier, de procéder à la mise en place du tirage selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	1 500 000 € (CRD)
Date de départ :	30/06/2014
Maturité :	30/06/2029
Amortissement :	Trimestriel linéaire
Date de première échéance :	30/09/2014
Base de calcul :	exact / 360
Taux d'intérêt maximum :	3.75%
Score GISSLER :	1A

Article 2

- De donner tous pouvoirs à Madame le Maire ou à défaut à l'Adjoint Délégué, à l'effet de signer cette offre qui deviendra contrat lors de l'acceptation de l'offre par la Société Générale et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans les contrats et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Article 3

- De charger le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :
 - Monsieur le Préfet du Languedoc Roussillon,
 - Monsieur le Comptable assignataire

Article 4:

- De tenir informé le Conseil Municipal de la bonne exécution de cette opération de mise en place d'un nouveau prêt. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
prestation de mise en place des salles de restauration et
de nettoyage des locaux des centres de loisirs**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint au Maire.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires : prestation de service pour la mise en place des salles de restauration, la chauffe des repas et le service dans les restaurants des centres de loisirs ainsi que le nettoyage des salles de restauration, offices, sanitaires et salles de loisirs.
- Que la Ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise d'insertion sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée : 9 centres de loisirs répartis sur 16 lieux d'activité situés dans les quartiers Cévennes, Près d'Arènes et Croix d'Argent, pour une prestation ayant lieu durant les vacances scolaires, ainsi que l'entretien d'un local administratif situé à l'école J. BREL, le tout jusqu'à janvier 2015.
- Qu'un Marché en Procédure Adaptée a été lancé le 18 juillet 2013,
- Qu'à la suite de l'analyse des offres reçues, l'entreprise Cleaning Bio, sise 281 av. du marché gare à Montpellier, a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place des salles de restauration et nettoyage des locaux des centres de loisirs à la société Cleaning Bio, pour une durée allant jusqu'à janvier 2015 pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 190 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 924 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 13/9/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée
Maintenance évolutive du progiciel de gestion des
subventions versées aux associations et partenaires de
la Ville de Montpellier : Local Trust Subv**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176, en date du 01/09/2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier s'est dotée d'un logiciel de gestion des subventions versées aux associations et partenaires de la Ville dénommé Local Trust Subv, édité par la société ATEXO.
- Que des évolutions sont nécessaires dans le cadre d'une maintenance évolutive afin d'apporter un service plus compétitif à la collectivité, de pouvoir s'adapter aux demandes des services instructeurs et aux modifications réglementaires. Ces évolutions du périmètre supposent le développement de fonctionnalités non prévues initialement, ainsi que la mise à jour de la documentation afférente.
- Que la société ATEXO est la seule à même d'assurer cette mission de maintenance évolutive dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément aux articles 35 II 8° et 77 du code des marchés publics.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande n° 3B0502 à la société ATEXO, sise 17 boulevard des Capucines, 75002 Paris, pour une durée de 3 ans avec un montant maximum de 80 000 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs au marché.

Montpellier, le 20/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ SARL CITYA
COGESIM**
**Recours pour excès de pouvoir contre le rejet de la
déclaration préalable n° DP 34172 12 01124**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 22 janvier 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM, visant à effectuer des travaux de clôture, 183 rue Claude Brousseau ;
- Que la SARL CITYA COGESIM a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18/07/2013 sous le n°1303546-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ Catherine
GOURIOU (n°2)
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 10 V0395M3

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23 avril 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SOCIETE VESTIA PROMOTIONS un permis de construire modificatif M3 du PC 34172 10 V0395, rue de l'Etang de Vic et avenue du Pont Trinquat ;
- Que Mme Catherine GOURIOU a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 31/07/2013 sous le n°1303609-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ CEBRAIL Mahmut
Décision de défendre
Dossier PE 08 V 0090

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

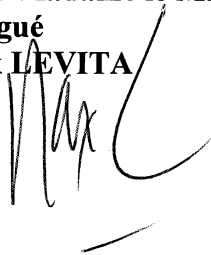
- Que M. CEBRAIL Mahmut a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 40 Grand Rue Jean Moulin / 1 rue Cope Cambes ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SYNDIC DES
COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 10
PLACE DE LA COMEDIE
Recours pour excès de pouvoir contre la déclaration
préalable n° DP 34172 13 00334

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 10 juin 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a donné une suite favorable à la déclaration préalable déposée par la SARL FRANCOIS SAUVAGE et la SARL PATIMMO, visant à procéder à un changement de destination d'un local en logement, 17 Passage Lonjon ;
- Que le SYNDIC DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 10 PLACE DE LA COMEDIE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 09/08/2013 sous le n°1303936-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0277

Direction de l'Architecture et de l'Immobilier
Modification d'une régie de recettes pour l'exploitation
du parking du nouvel Hôtel de ville de Montpellier
Changement d'adresse d'Effia Stationnement

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les articles L222-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant l'exploitation des SPIC, en gestion directe sous forme de régie,
- Vu la Délibération n° 2010/571 du 13 décembre 2010 relative à l'Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier et à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière,
- Vu la Décision du 27 septembre 2011, relative à la création de la régie de recettes du parking NHDV pour l'encaissement des droits de stationnement,
- Vu la décision du 13 mars 2012, relative à la modification de la régie en régie prolongée et à l'extension des modes de recouvrement,
- Vu la Décision 16 mai 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisé,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/08/2013

Considérant : Que le siège Effia Stationnement a déménagé, il convient de modifier la régie prolongée, pour mettre à jour l'adresse de la régie.

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est maintenu une régie de Recettes prolongée auprès de la Direction de l'Architecture et de l'Immobilier pour l'encaissement des droits de stationnement dans le parking du nouvel Hôtel de Ville.

Article 2 :

La régie est installée au siège d'EFFIA Stationnement, 595, avenue des États du Languedoc, 34000 Montpellier.

Article 3 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.

Article 4 :

La régie encaisse les recettes suivantes :

- Droits de stationnement dans le parking,
- Cartes d'abonnement.
- Cautions pour les cartes d'abonnés

Article 5 :

Les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- Carte bancaire,
- Chèques,
- Virements (virement bancaire et postal, mandat administratif...),
- Prélèvement automatique,

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets, factures ou cartes d'abonnement.

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 2 600 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

Un compte de dépôt de fond est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès du Trésor Public.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.

Article 9 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/9/03

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEMITA



Publiée le : 13/9/03

Notifiée le :

CONTENTIEUX
**MONTPELLIER c/ SARL ROSE BERGER (M.
GAYRAUD)**
Décision de défendre
Dossier PE 10 V 0094

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL ROSE BERGER a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 6 place Alexandre Laissac ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

CONTENTIEUX
**Ville de Montpellier c/ Sociétés NOLU, REALITES et
SANOPSY**

**Requête en appel contre le jugement du Tribunal
administratif de Montpellier du 13 mai 2013**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les sociétés NOLU, REALITES et SANOPSY ont déposé devant le Tribunal Administratif de Montpellier, le 25 mai 2012, une requête tendant à la réparation du préjudice subi par elles du fait de nuisances sonores liées aux chantiers de la ZAC Consuls de Mer, notamment les travaux de construction du Nouvel Hôtel de Ville ;
- Que ces sociétés se fondaient notamment sur un rapport d'expertise pour réclamer cette indemnisation ;
- Que, par un jugement en date du 13 mai 2013, le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté leur requête ;
- Que ces dernières ont, par requête déposée le 8 juillet 2013, enregistrée sous le n°13MA02677, interjeté appel devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

CONTENTIEUX
**MONTPELLIER c/ LEMEE Béatrice (SARL
ACCED'HO)**
Décision de défendre
Dossier PE 10V0081

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Mme LEMEE Béatrice a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 21 avenue du Professeur GRASSET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ GUERRA Abdelhamid
Décision de défendre
Dossier PE 09V0028

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

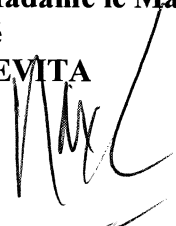
- Que M. GUERRA Abdelhamid a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°18 rue Aristide Olivier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ HENAFF Benoît
Recours pour excès de pouvoir contre le rejet de la
déclaration préalable n° DP 34172 13 00024

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28 février 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable déposée par M. HENAFF Benoît, visant à effectuer un ravalement de façade, 33 rue Alexis Alquié ;
- Que M. HENAFF a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 08/08/2013 sous le n°1303925-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

DROIT DE PRIORITE
Cession des biens de l'Etat
Jardin de la Reine
Exercice du droit de priorité

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu les articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal.

Considérant :

- que le 14 août 2013, l'Etat a adressé à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner, dans le cadre du droit de priorité des communes prévu par l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme, concernant la cession du Jardin de la Reine, sis rue du Jardin de la Reine et cadastré section BW 108, au prix de 200 000 € ;
- que l'Etat conditionne sa vente à la prise en charge par la Ville de la démolition de la passerelle enjambant la rue du Faubourg Saint Jaumes et reliant le jardin aux anciens bâtiments du Rectorat propriété de l'Etat;
- que le Jardin de la Reine est un parc arboré de 4 415 m² inscrit au titre des monuments historiques et classé par le Plan Local d'Urbanisme en espace boisé classé à protéger;
- que ce parc créé par Pierre Richer de Belleval, fondateur du Jardin des Plantes, présente un grand intérêt patrimonial et historique;
- qu'après réhabilitation et mise en valeur, ce parc ouvert au public constituera un espace exceptionnel de détente, de biodiversité et d'histoire pour les montpelliérains.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de priorité sur la cession du Jardin de la Reine, propriété de l'ETAT, située rue du jardin de la Reine et cadastrée section BW 108, au prix de 200 000 €;

78

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville, programme "Action foncière";
- de confier la rédaction de l'acte authentique de vente à l'Office notarial de Baillargues;
- de procéder à la démolition de la passerelle enjambant le rue du Faubourg Saint Jaumes.

Montpellier, le 18/9/2013

Madame le Maire
Hélène MANDROUX



Publiée le : 19/9/2013
Notifiée le :



Direction du Génie
Urbain
Service Régulation Trafic
Déplacement opérationnel

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/284

Mise en sécurité du Tunnel de la Comédie - Maîtrise d'oeuvre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur une mission de maîtrise d'œuvre d'exécution pour le suivi des travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie ;
- Qu'à la suite d'une consultations d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 26 juillet 2013, la société INGEROP – 17 chemin de la Dhuy – B.P 167 38244 MEYLAN CEDEX, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société INGEROP pour un montant de 89 700,00 € HT, et pour une durée de trois ans à compter de sa notification ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, ligne de crédit 22833, chapitre 2315-908-213.

Montpellier, le 18/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 19/9/2013
Notifiée le :

787

**Direction Jeunesse, Sport, Emploi, Logement
Service des Sports
Modification d'une sous-régie de recette**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 2026 du 20 mars 1995 relative à la création d'une régie d'avances et de recettes pour la carte place au sport du Service des Sports,
- Vu la Décision 728 du 24 février 2003, relative à clôture de la régie d'avances et de recettes pour le Service des Sports,
- Vu la Décision 727 du 24 février 2003, relative à l'institution d'une régie de recettes et de sous-régies pour la carte animation sport du Service des Sports,
- Vu la Décision 265 du 26 juin 2011 relative à la clôture de la sous-régie Maison Pour Tous de recettes du service des sports,
- Vu la Décision 258 du 28 août 2013 relative à la modification de la régie du service des sports pour la régie « carte Montpellier sports »
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 07/08/2013,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement et l'encaissement des recettes sur site, de la régie « carte Montpellier sports », il convient de créer une sous- régie de recettes.

Décide en conséquence :

Article 1 : La sous-régie est installée auprès au CCAS, 1 place Thermidor, 34000 Montpellier

Article 2 : La sous-régie encaisse les produits de la carte « Montpellier sports »

Les recettes seront imputées au chapitre 924

Article 3 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de la carte Montpellier Sports

Article 4 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 5 : Le sous- régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

Article 6 : Le sous-régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEMITA

Publiée le : 19/01/2013
Notifiée le :

**Convention d'occupation précaire et révocable du
domaine public
Ville de Montpellier/Madame RIGAL
Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

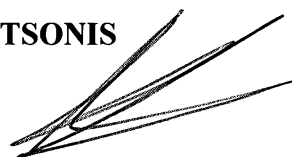
- que par convention d'occupation précaire et révocable en date du 5 mars 2013 et décision du maire du 1^{er} mars 2013, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a mis à disposition de Madame RIGAL une maison d'habitation d'une superficie de 61 m² située dans l'enceinte du stade Sabathé, 18 rue Saint Cléophas (logement du gardien) ;
- que cette mise à disposition consentie à titre précaire et révocable du 1^{er} mars au 31 août 2013 moyennant une redevance mensuelle de 200,00 € avait pour objet de permettre à Madame RIGAL, veuve de Monsieur RIGAL, employé en qualité de gardien du stade et décédé début décembre 2012, d'entreprendre les démarches nécessaires afin de trouver un nouveau logement ;
- que malgré ses recherches Madame RIGAL n'a pas réussi à se reloger et qu'il convient de prolonger la mise à disposition ;

Décide en conséquence :

- de prolonger la mise à disposition pour une durée de 6 mois du 1^{er} septembre 2013 au 28 février 2014 moyennant une redevance mensuelle de 200,00 €, les autres articles sont sans changement ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 18/9/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**



Publiée le : 19/9/2013
Notifiée le :



**Convention d'occupation précaire et révocable du domaine public
Ville de Montpellier / Madame RIGAL
Avenant n°1**

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par décision du

et d'autre part,

- Madame RIGAL domiciliée 18 rue Saint Cléophas - 34000 Montpellier.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention d'occupation précaire et révocable en date du 5 mars 2013 et décision du Maire du 1^{er} mars 2013, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a mis à disposition de Madame RIGAL, une maison d'habitation d'une superficie de 61 m² située dans l'enceinte du stade Sabathé , 18 rue Saint Cléophas (logement de fonction du gardien).

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION PRECAIRE ET REVOCABLE

Cette mise à disposition consentie à titre précaire et révocable du 1^{er} mars au 31 août 2013 moyennant une redevance mensuelle de 200,00 € avait pour objet de permettre à Madame RIGAL, veuve de Monsieur RIGAL, employé en qualité de gardien du stade et décédé début décembre 2012 d'entreprendre les démarches nécessaires afin de trouver un nouveau logement.

ARTICLE 2 – DUREE

Malgré ses recherches Madame RIGAL n'ayant pas réussi à se reloger, la mise à disposition est prolongée de 6 mois du 1^{er} septembre 2013 au 28 février 2014 ;

ARTICLE 3 – REDEVANCE

La mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une redevance de 200,00 € que le preneur s'oblige à payer mensuellement et d'avance au trésorier principal municipal. La modicité de la redevance est liée au caractère précaire de la mise à disposition.

Les autres articles sont sans changement.

Fait à Montpellier, le

Le preneur :

Madame RIGAL

Le propriétaire :

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS

791

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FRANCIS Durand
Recours en excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral
n°2013-I-305

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 11 février 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré cessibles les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC PORT MARIANNE CONSULS DE MER
- Que M. FRANCIS Durand a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/08/2013 sous le n°1304064-5 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/09/2013
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Ville c/ SARL LCB Café Les Enfants Rouges)

Refus implicite d'autorisation de terrasse

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la commune a implicitement refusé une autorisation de terrasse le 15 août 2013 à la SARL LCB ;
- Que celle-ci conteste ce refus par la voie du recours pour excès de pouvoir (instance n°1304134-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/09/2013
Notifiée le :

**PROCEDURE D'EXPERTISE
VILLE / LABASTERE - COLT - TGE
Intervention volontaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que, dans le cadre de la construction du nouvel Hôtel de Ville, la SERM, dans le cadre de son contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a confié à l'entreprise LABASTERE le lot Menuiseries extérieures, dans lequel figurait notamment la pose des brises soleil ;
- Que le chantier a connu de nombreuses difficultés et n'a pu être réceptionné qu'avec réserves, tenant le non fonctionnement constaté de plusieurs brises soleil ;
- Qu'un grand nombre de brises soleil est aujourd'hui affecté de désordres ;
- Que, tenant ces difficultés, l'entreprise LABASTERE a saisi le Tribunal de commerce aux fins de voir prescrire une mesure d'expertise au contradictoire de son sous-traitant COLT et de l'entreprise Toulousaine Générale d'Electricité afin de déterminer les causes et origines de ces désordres ; que ladite entreprise n'a appelé dans la cause, ni la Ville, ni la SERM ;
- Qu'une ordonnance a été rendue le 4 octobre 2012, sous le numéro 2012.013837, par le Tribunal de commerce désignant M. José ESTELLER comme expert ;
- Que, compte-tenu des préjudices dans ce dossier, il est nécessaire pour la Ville d'intervenir volontairement dans la procédure ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/09/2013
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FOURNAISE
Christine
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
démolir n° PD 34172 12 V000017.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 07 janvier 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à MONTPELLIER AGGLOMERATION un permis visant à démolir un bâtiment, 450 rue du Mas de Brousse ;
- Que Mme FOURNAISE a déposé deux requêtes auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER. La première, en date du 26/08/2013, référencée n° 1304014-1, visant à suspendre l'arrêté. La seconde, en date du 28/08/2013, référencée n°1304029-1, visant à l'annuler.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 24/09/2013
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ BOUSQUET Gérard (SCI
MEDITERRANEE - ETABLISSEMENT LA
BROCHE D'OR)
Dossier PE 34172 09V0040
Dossier PE 34172 11V0123
Dossier PE 34172 09V0007
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. BOUSQUET Gérard a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°4 rue des Ecoles Centrales et au n° 3 rue Germain ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/09/2013
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/294

MISSION GRAND COEUR

**Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité**

Cession de fonds de commerce
Propriété de la Société VANLIT
15, boulevard du Jeu de Paume
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 3 octobre 2012 (n° 2012-2739);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 23 juillet 2013, Maître Anne-Florence FABRE avocat à Montpellier, a souscrit une déclaration de cession d'un fonds de commerce d'un centre de bronzage et d'esthétisme et commerces associés, exploité par la SARL VANLIT, situé 15 boulevard Jeu de Paume et cadastrée section HV 373, au prix de 40 000 € plus commission d'agence de 6 500 €;

- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, pour retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec la dynamisation commerciale du cœur marchand.

Le boulevard du Jeu de Paume est un élément important et structurant de ce projet. De ce fait, les opportunités de mutations et les maintiens d'activités font l'objet d'une attention particulière en termes de diversité, de qualité, d'aptitude à générer de la commercialité et des flux.

L'activité exercée par le fonds de commerce 15 Boulevard du Jeu de Paume ne permet pas à créer le chalandise spécifique au pôle commercial structurant du centre ville. S'agissant d'une offre de services qui est peu attractive, cela n'apporte aucune diversité commerciale, l'environnement proche en étant déjà largement pourvu. De plus, le concept est ancien (plus de 20 ans), plutôt orienté « mass-market »; il ne s'agit pas d'une enseigne ou d'une marque dont la notoriété ou l'image peut accompagner l'évolution qualitative recherchée.

Le maintien de cette activité n'est donc pas souhaitable et utile.

Enfin, la surface de local est relativement restreinte (moins de 100 m²), les enseignes de la qualité recherchée nécessitent de « remembrer » pour trouver des surfaces plus importantes. Cette acquisition permet de réunir ce local avec le local voisin afin de créer une surface commerciale de plus de 230 m².

Décide en conséquence :

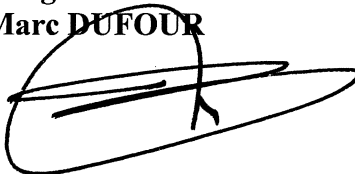
- d'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la SARL VANLIT, situé 15 boulevard du Jeu de Paume, et cadastré section HV 373, au prix proposé dans la déclaration de 40 000 € plus le montant de la commission d'agence de 6 500 €;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière".

Montpellier, le 20/09/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Marc DUFOUR



Publiée le :

Notifiée le :